

**UNIVERSITÉ AMÉRICAINE DES SCIENCES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
(UNASDI)**

École Doctorale Pluridisciplinaire

THÈSE DE DOCTORAT DE

Samuel TOMBEAU

Sous la Direction de Dr Sabine BEN HADJ AMOR



SUJET: DEFICIT BUDGETAIRE ET TAUX DE CHANGE EN HAITI DE 2010 À 2023.

Soutenue publiquement le 25 septembre 2023, devant le jury:

Membres du jury

Prénom, NOM	Université d'origine	Fonction
Jimmy GÉDÉON	UNASDI	président
Sabrine BEN HADJ AMOR	UNASDI	Directrice de recherche
Abdoulaye BENGALY	FSEG de Bamako	Rapporteur
Samuel ROLAND MAKANI	Université de Garoua	Rapporteur

DEDICACE

Cette thèse est dédiée à toute ma famille, Principalement à ma femme Michelange MESADIEU, mes filles Glouet-Naïcka, Gloué-Djinha et samuse. Mes frères et soeurs Jonas, Chrisnor, Nadine et Mireille.

Aux intéressés de la finance et ceux dont la thématique intéresse.

REMERCIEMENTS

Je remercie le Dieu créateur pour son aide précieux lors de la réalisation de ce travail. Pour la collaboration et la participation de ce travail, il faut Citer, la Directrice de recherche Dr Sabine BEN HADJ AMOR et le Président de l'UNASDI, Dr Jimmy GEDEON, qu'ils trouvent nos sincères reconnaissances.

La réalisation de cette étude ne serait possible sans le concours de plusieurs efforts. Ils sont nombreux ceux envers qui nous sommes redevables.

Nos remerciements s'adressent à tout le corps enseignant de l'université Américaine des Sciences et du développement Internationale(UNASDI).

Résumé

La politique budgétaire influe sur les évolutions économiques attendues et inversement. Pour les économistes, le déficit budgétaire accélère le rythme d'expansion et s'impose quand il existe du chômage. Pendant que le décollage de l'économie haïtienne tende à venir, les dépenses publiques affichent de fortes tendances à la hausse tout au long de la période. C'est ainsi que et beaucoup d'autres chercheurs montrent ou confirment qu'il existe un lien de causalité entre les dépenses publiques et la croissance. Ainsi, on distingue plusieurs catégories d'études empiriques dont la première met en évidence la causalité bidirectionnelle entre les dépenses publiques et la croissance.

D'autres analyses montrent qu'il n'y a pas de lien entre les dépenses publiques et la croissance.

Le déficit budgétaire et le solde de la balance des paiements occupent une importance croissante dans les discussions et la formulation de la politique macroéconomique. Dans les modèles économétriques récents l'évaluation des conséquences des politiques de régulation sur les déficits budgétaires et ceux des échanges extérieurs n'est qu'indirecte, médiatisé par un ensemble de variables, ce qui ne permet pas de saisir clairement les relations entre ces deux déficits.

Mots clés: Politique budgétaire, déficit budgétaire, dépenses publiques, chômeurs

Abstract

Fiscal policy influences expected economic developments and vice versa. For economists, the budget deficit accelerates the pace of expansion and becomes necessary when unemployment exists. While Haiti's economic takeoff is yet to come, public spending has shown strong upward trends throughout the period.

Thus, many researchers have demonstrated or confirmed the existence of a causal link between public spending and growth. Several categories of empirical studies can be distinguished, the first of which highlights the bidirectional causality between public spending and growth.

Other analyses suggest that there is no link between public spending and growth.

The budget deficit and the balance of payments position are becoming increasingly important in discussions and the formulation of macroeconomic policy. In recent econometric models, the assessment of the consequences of regulatory policies on budget deficits and external trade deficits is only indirect, mediated by a set of variables. This prevents a clear understanding of the relationships between these two deficits.

Keys words:Fiscal policy,budget deficit, public spending, unemployment.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GENERALE.....	1
Justification.....	3
Intérêts de la recherche.....	3
Intérêt personnel.....	3
Intérêt social.....	4
Intérêt académique et Scientifique.....	4
Problématique, question de recherche et objectifs.....	4
CHAPITRE I.....	7
INTRODUCTION.....	9
1.1. Dette publique.....	9
1.1.1. Dette extérieure.....	9
1.1.2. Dette intérieure.....	9
1.1.3. Dette active.....	9
1.1.4. Dette passive.....	9
1.2. Impôt.....	9
1.2.1. Taxes.....	10
1.2.2. Régime fiscal.....	10
1.3. Déficit budgétaire.....	10
1.3.1. Excédent budgétaire.....	10
1.3.2. Budget de recettes.....	10
1.3.3. Budget de dépenses.....	10
1.3.4. Budget de l'état.....	10
1.3.5. Budget économique.....	10
1.4. Taux de change.....	10
1.4.1. Taux de change nominal.....	10
1.4.2. Taux de change réel.....	11
1.4.3. Politique fiscale.....	11
1.5. Résultats empiriques de l'étude de Barro (1990).....	11
1.5.1. Modèle de Barro (1990).....	11
1.6. La perception de la dette publique par les autres disciplines.....	13
1.7. Enjeux politiques et gouvernance économique.....	13
1.8. Impact du taux de change sur la population et la stabilité sociale.....	13
1.9. Pertinence pour le développement économique future.....	13

1.10. Théories liées au déficit budgétaire	13
1.10.1. La théorie du financement du déficit par la dette	13
1.10.2. La théorie du financement par la création monétaire	14
1.11. Politiques monétaires et budgétaires	14
1.12. Interaction entre déficit budgétaire et taux de change	14
1.12.1. Effets directs:	14
1.12.2. Effets directs	15
CONCLUSION	15
CHAPITRE II	16
INTRODUCTION.....	18
2.1. Analyse de Barro.....	18
2.2. La soutenabilité dans le domaine de la finance	19
2.2.1. Cadre empirique	20
2.2.2. Analyse de la soutenabilité ou non stationnarité et cointégration des séries	21
2.3. Equilibre des échanges extérieurs	21
2.4. Un cadre analytique simple	22
2.5. Un modèle de détermination du revenu, de la dépense et de l'accumulation d'actifs financiers.	23
2.6. L'effet des variations des variables exogènes sur le revenu national	23
2.7. Une application à l'analyse des développements de 2022	24
2.8. Un aperçu du budget	24
2.9. Le cadre comptable	26
2.10. Les qualités prévisionnelles	27
2.11. Une équation de dépenses sous-utilisée.....	28
2.12. Théories économiques principales	29
2.12.1. Modèle Mundell-Fleming(1960)	29
2.12.2. Modèle de la parité du Pouvoir d'achat (PPA).....	29
Conclusion	30
CHAPITRE III	31
3. METHODOLOGIE	33
3.1. Objectifs de la méthodologie	33
3.2. Choix de l'approche	33
3.3. Recherche bibliographique.....	34
3.4. Technique de collecte des données	34
3.5. Terrain d'études et méthodologie.....	34
3.5.1. Données utilisées.....	35
3.5.2. Méthode de collecte de données	36

3.5.3. Entretiens semi directif.....	36
3.6. Modèle économétrique.....	36
3.7. Estimation et test Statistiques.....	37
3.8. Limites de la méthodologie	38
3.8.1. Disponibilité des données.....	38
3.8.2. Autres facteurs externes	38
3.8.3. Endogénéité.....	38
Conclusion	39
CHAPITRE IV.....	40
INTRODUCTION.....	42
4.1. Inflation.....	42
4.2. Gestion des fonds publics	43
4.2.1. Evolution des dépenses publiques durant la période 2010-2023	43
4.2.2. Les engagements non prise en comptes	44
4.3. Aide, Importation et dépendance.....	45
4.4. Le cycle conjoncturel	46
4.5. Financement externe au regard de la croissance de Solow	46
4.6. Équivalence Ricardienne.....	47
4.7. L'effet des déficits budgétaires	47
4.8. Les effets de seuil	49
4.8.1. Les deux premiers mécanismes	49
4.8.2. Les deux derniers mécanismes.....	50
4.9. Financement des déficits budgétaires.....	52
Graphique 1	53
4.10. Relation entre déficit budgétaire et déficit du compte.....	58
4.10.1. Approches par les comptes nationaux :	58
4.10.2. Approches théoriques	60
4.10.3. Investigations empiriques sur les déficits jumeaux ou cousins :.....	61
4.11. Étude empirique	63
4.11.1. Analyse des propriétés statistiques des séries	64
A. Analyse de corrélation.....	64
B. Tests de stationnarité.....	64
D. Estimation du modèle VAR et réponses impulsionnelles	64
1.1 Test de causalité :	65
CONCLUSION	66
CHAPITRE V.....	67

INTRODUCTION.....	69
5.1. La politique budgétaire et le taux de change	69
5.2. Indicateurs su le secteur externe en Haïti	74
5.3. Résultats	76
CONCLUSION GÉNÉRALE	81
BIBLIOGRAPHIE	83

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de la masse monétaire

LISTE DES SIGLES

BM : Banque Mondiale

BRH : Banque de la république d'Haïti

FMI : Fond monétaire international

IHSI : Institut Haïtien de la statistique et d'informatique

IPC : Indice des prix a la consommation

MEF : Ministère de l'économie et des finances

PIB : Produit intérieur Brut

VAR : Vector Autoregressif

INTRODUCTION GENERALE

Plus que tout autre domaine de l'activité économique, les finances publiques donnent lieu aux opinions les plus fantaisistes et les plus absurdes. C'est ainsi qu'on peut démontrer que le déficit budgétaire ne conduit pas à la faillite, que la dette publique n'est pas nécessairement un fardeau, que les impôts ne sont pas seulement prélevés en fonction des dépenses. Pourtant, la politique fiscale consiste pour une part à choisir entre les diverses catégories d'impôts, de la loterie jusqu'aux impôts les plus complexes. Essentiellement, l'Etat prélève des impôts pour prévenir l'inflation que causeraient ses dépenses pour autrement. C'est dire que les dépenses gouvernementales (comme les dépenses privées) sont un stimulant pour l'économie, tandis que l'impôt est un frein. On admettra d'autre part qu'il est profitable de stimuler les activités jusqu'à ce que le plein emploi soit atteint, mais qu'il est inutile et nuisible d'aller au-delà puisqu'alors on suscite seulement des augmentations de prix.

La politique budgétaire influe sur les évolutions économiques attendues et inversement celle-ci conditionne dans une large mesure les recettes et les dépenses budgétaires. Cependant, les budgets économiques ont été développés en raison de leur lien étroit avec le budget de l'Etat projeté pour une année. Pour les économistes, le déficit budgétaire accélère le rythme d'expansion et s'impose quand il existe du chômage. La règle de la politique fiscale ne consiste donc pas à équilibrer le budget mais à obtenir le plein emploi dans l'économie. Et s'il était nécessaire de recourir au déficit budgétaire dix ans d'affilée pour résorber le chômage, la règle demeurerait tout aussi valable à moins que l'inflation ne se produise avant le plein emploi. L'analyse macroéconomique se situe à la fois en amont et en aval de l'élaboration du budget, les prévisions des recettes budgétaires sont établies en fonction de l'évolution passée de l'économie et les tendances attendues, comme les agrégats économiques : le PIB ; l'inflation ; l'exportation et l'importation, de même les décisions prises en matière de taxation et l'allocation des dépenses à travers le budget exerce un certain impact sur l'activité économique.

Le début des années 1980 bénéficie de l'élan de croissance des années 1970, avec un taux de 3.17% en dix ans, un taux très proche du taux de croissance enregistré les trente années suivantes. Basée essentiellement sur le développement du tourisme, l'industrie manufacturière et de l'exportation des produits agricoles, le niveau de la production baisse considérablement et n'a jamais atteint un taux de croissance supérieur à 5% selon les données de la CNUCED. La première décennie est marquée par une baisse des activités touristiques et la réduction du volume des produits exportés et l'économie enregistre une croissance de moins de 1%, soit 0.65%. Cette chute a commencé en 1981 avec une croissance de -10.24% et s'est aggravée quelques années plus tard avec une baisse de 13.17% en 1992. Les distorsions de la production s'illustrent par les déficits commerciaux : une hausse du volume des importations de 5.15% contre 0.88% du volume des exportations en trente ans. Ce déclin détient un rapport étroit avec

l'investissement : tout au long de la période considérée, le niveau de l'investissement intérieur est en deçà des attentes et des besoins de l'économie : une moyenne de 17.5% et de 21.2% pendant les deux premières décennies. Ayant connu de nettes améliorations en 2000 (33%), l'investissement domestique enregistre une chute de 39.6% en 2010. Pour l'ensemble de la période, le taux de l'investissement privé en Haïti est moins de 25% en moyenne. En ce qui concerne les investissements privés directs, ils ne représentent que de faibles proportions dans le Produit intérieur brut et ont connu une piètre augmentation de 0.21% entre l'année 1981 et 2010.

Pendant que le décollage de l'économie haïtienne tarde à venir, les dépenses publiques affichent des fortes tendances à la hausse tout au long de la période. Ces dépenses laissent aux yeux de certains spécialistes une analyse perplexe : certains vont dans ce sens qu'elles sont favorables à la croissance, et d'autres, dans le sens contraire. On est unanime qu'ici et ailleurs, l'Etat est un instrument régulateur de l'économie au point de le considérer comme un élément indispensable pour s'assurer d'une minimum stabilité et de consensus sur le marché. Les dépenses publiques sont à priori des sorties de fonds pour le fonctionnement de l'Etat, donc, tout gouvernement est contraint à en allouer des ressources. Toutes aussi importantes, les dépenses sont de moins en moins tolérées lorsqu'elles sont excessives. Les consommations publiques s'élevaient à 149.8 en 2010 et 176.07 millions de dollars américains l'année suivante. A partir de 2020, les dépenses ont été réduites, passant de 221.40 à 182.05, soit 39.35 millions de dollars américains. La fin des années 2020, les dépenses publiques atteignent la barre des 300 millions, 400 millions en 2021 et touchent les 500 millions de dollars américains en 2022. Entre 2010 et 2020, les dépenses ont accru de 427.87 millions de dollars américains. Il faut souligner que les dépenses d'investissement public, pendant la période sous étude ont toujours été faibles, ne dépassant pas le niveau des 560 millions de gourdes selon les chiffres de la BRH. La part de l'investissement privé dans le PIB est faible, soit 2.21% entre 1980 et 1990, 1.17 % entre 2010 et 2020 et 2.19 % entre 2020 et 2022. Pendant ces trente années, les investissements publics ont accru de 1.85 % en moyenne. Il faut questionner la politique la politique monétaire et son efficacité : avec pour objectif principal la lutte contre l'inflation et stabilité du taux d'échange, les performances de l'économie haïtienne dans ce secteur est synonyme de déséquilibre macroéconomique. Le niveau de l'inflation présente une forte instabilité, étant au stade d'inflation rampante avec un niveau inférieur à 20 % en 2010. Pendant les cinq années subséquentes, une tendance de désinflation est observée avec une perte de 8% en moyenne sur les six premières années de l'échantillon pris en compte. L'inflation reste à un taux élevé, 19 % en 2010, 30 % en en 2015 et 39% en 2020 et en 2023. Le taux de change entre de la gourde et le dollar américain a été plutôt stable au début des années 2010 avec 60 Gourdes pour 1 dollar. Depuis l'année 2010, la BRH maintient un système de taux d'échange flottant. Il faut se rappeler que depuis 1999, le taux d'échange de la gourde / dollar a été

maintenu à 16.7 gourdes pour un dollar. La gourde s'est ensuite fortement dépréciée et cela continuellement, le taux d'échange atteint 132,64 gourdes en 2023. Au début des années 2021, l'économie haïtienne subit fortement la loi de la dollarisation. Cette tendance est la conséquence de plusieurs éléments dont l'instabilité du taux d'échange de la monnaie locale par rapport à la monnaie dominante de la zone (dollar) et la situation politico-économique.

Justification

Haïti, en tant que pays sous développé, a depuis longtemps souffert de déséquilibres économiques importants, notamment en matière de finances publiques et de Gestion de la monnaie nationale. Le déficit budgétaire chronique et la dépréciation continue de la gourde par rapport au dollar américain sont des préoccupations majeures pour la stabilité macroéconomique du pays. L'étude de la relation entre ces deux phénomènes (déficit budgétaire et taux de change) est cruciale pour mieux comprendre les dynamiques économiques haïtiennes et proposer des solutions pour améliorer la gestion des finances publiques et la stabilité de la monnaie.

Un déficit budgétaire élevé entraîne généralement une pression sur la monnaie nationale, car il implique souvent une augmentation de l'endettement public ou un recours à l'émission de monnaie par la Banque centrale. Ce phénomène peut créer une dévaluation de la monnaie locale, comme cela a été observé dans de nombreux pays en développement. En Haïti, la fluctuation du taux de change de la gourdes notamment par rapport au dollar américain, a des conséquences sur les prix Des biens de consommation, l'inflation, et donc sur le Pouvoir d'achat des citoyens. Une compréhension approfondie de la manière dont ces deux variables interagissent permet de mieux cerner les causes de la dépréciation de la gourde et de proposer des réformes efficaces.

Intérêts de la recherche

Avant d'aborder l'essence du sujet, il est important de préciser les intérêts personnel, social, académique et Scientifique du Choix de celui-ci.

Intérêt personnel

On a choisit ce sujet puisqu'on estime que la recherche sur cette thématique si abondante nous permettra d'approfondir notre savoir et nous aidera aussi à produire des idées et des réflexions au-delà de ce qui a été produit. Etant passionné pour les sujets d'actualité, cette thématique est souvent abordé par les macroéconomistes au jour le jour. Notre champs de recherche e finance est beaucoup plus axée sur les finances Publiques et l'analyse financière.

Intérêt social

Grace à une recherche rigoureuse sur le déficit budgétaire et le taux de change, le gouvernement en tirera des pistes de solution. Elle va aider à trouver des solutions aux problèmes de société comme les inégalités, la pauvreté. Une bonne gestion des finances publiques sera profitable pour le pays et la société tirera avantage.

Intérêt académique et Scientifique

Ce travail rentre dans le cadre de l'exigence faite Par l'université, car pour obtenir le doctorat il est crucial de présenter une thèse devant un jury de soutenance afin d'obtenir, après délibération, le grade de Docteur. En outre, ce travail permettra de découvrir de nouvelles connaissances et de mieux comprendre le monde qui nous entoure. Cela va être un vecteur d'apprentissage qui permettra de faire avancer les connaissances. Cela pourra être essentielle pour le progrès individuel et collectifs, en ouvrant de nouvelles perspectives et en répondant à des questions cruciales de notre époque.

Problématique, question de recherche et objectifs

En Haïti, le déficit budgétaire a été un problème récurrent, souvent lié à des dépenses publiques élevées, à une gestion fiscale déficiente et à une dépendance importante à l'aide internationale. Les autorités haïtiennes ont régulièrement fait face à un déficit chronique, qui a été exacerbé par des crises politiques, des catastrophes naturelles (comme le tremblement de terre de 2010), et un faible niveau de collecte des recettes fiscales. La valeur de la gourde haïtienne par rapport au dollar américain a subi d'importantes variations pendant cette période. Le taux de change est souvent influencé par plusieurs facteurs tels que les flux de capitaux, la politique monétaire, et surtout les déficits budgétaires. La dépréciation de la gourde a conduit à une inflation accrue, affectant le Pouvoir d'achat des haïtiens et la stabilité économique du pays.

La réflexion théorique sur le déficit budgétaire et le taux d'échange découle le plus souvent de la question de la fiscalité où nous analysons l'ensemble des impôts qui sont perçus par le gouvernement. Sur la base de ce constat, la principale question est la suivante : **Comment le déficit budgétaire dans toutes ses dimensions affecte-t-il le taux de change en Haïti ?**

Autrement dit, dans quelle mesure le déficit budgétaire en Haïti entre 2010 et 2023 a-t-il influencé les fluctuations du taux de change ,et quelles ont été les conséquences de cette relation sur la stabilité économique du pays?

De cette question centrale découlent des questions secondaires:

1. Quelle est la relation entre la dépréciation de la gourde et l'augmentation des prix des biens de consommation pendant cette période?
2. Dans quelle mesure les politiques monétaires mises en place par la Banque de la République d'Haïti ont-elles réussi à stabiliser le taux de change malgré un déficit budgétaire chronique?

Hypothèses de la recherche

Hypothèse générale

Un déficit budgétaire élevé en Haïti de 2010 à 2023 a conduit à une dépréciation de la monnaie nationale, la gourde.

Hypothèses spécifiques

1. Le financement du déficit budgétaire par des emprunts externes ou par la monétisation de la dette affecte significativement la valeur du taux de change.
2. Le déficit budgétaire, Lorsqu' il est combiné avec des politiques monétaires expansionnistes ,exacerbe l'instabilité du taux de change.

Objectif de la recherche

Dans ce travail, notre objectif sera d'analyser les facteurs économiques qui expliquent la relation entre déficit budgétaire et fluctuations du taux de change.

De cet objectif principal découlent d'autres objectifs dites spécifiques:

- 1.Évaluer l'efficacité des politiques budgétaires et monétaires mises en place pour maintenir la stabilité économique.
2. Identifier les effets socioéconomiques des déficits budgétaires sur les citoyens, notamment en termes de Pouvoir d'achat et d'inflation.

Axe de réflexions possibles

1. **Relation entre le déficit budgétaire et le taux de change:** Analyse de la manière dont un déficit budgétaire persistant influence la demande de devises étrangères (notamment le dollar), ce qui pourrait provoquer une pression à la baisse sur la gourde.

2. Politiques monétaires et budgétaires: Étudier les réponses du gouvernement Haïtien et de la Banque de la République d'Haïti (BRH) pour gérer les déficits et stabiliser le taux de change, et les limites de ces politiques dans un contexte de crise.

3. Impact sur l'inflation et le Pouvoir d'achat: Envisager les effets du déficit budgétaire sur l'inflation et l'augmentation des prix des biens de consommation, en particulier ceux importés, qui sont sensibles aux fluctuations du taux de change.

4. Rôle Des facteurs externes : L'analyse des aides internationales, des remises de fonds des haïtiens de la diaspora, et de l'évolution des relations économiques internationales dans la gestion du déficit et du taux de change.

5. Stabilité économique et politique: Envisager dans quelle mesure les fluctuations du taux de change ont contribué à l'instabilité politique et économique en Haïti, affectant la confiance des investisseurs et la croissance économique.

Canevas de la thèse

Pour ce faire, nous avons structuré le travail en cinq(5) chapitres. Dans le premier chapitre, il est crucial de définir les concepts et d'établir les liens qui existent entre eux et les différentes théories sous-jacentes. Dans le deuxième chapitre, on va passer en revue les différentes littératures sur la question, c'est-à-dire la littérature empirique sur le déficit budgétaire et le taux de change. Quant au troisième chapitre, on va présenter les démarches méthodologiques. Le quatrième chapitre essaie de présenter les causes du déficit budgétaire et le cinquième chapitre présentera et analysera les données.

Contexte de l'étude

Notre étude s'inscrit dans le cadre de la thèse de Doctorat en finance. Il s'agit de recherches documentaires, des données disponibles de l'IHSI et de Banque centrale.

Choix du type de recherche

D'après notre problématique, nous avons jugé nécessaire d'effectuer une recherche quantitative.

Pour ce qui est de la recherche quantitative, nous avons exploré les données sur le taux de change en Haïti de 2010 à 2023 et celles du déficit budgétaire.

CHAPITRE I

CADRE THÉORIQUE

INTRODUCTION

Le cadre théorique sur le déficit budgétaire et le taux de change repose sur plusieurs théories économiques Classiques et contemporaines qui expliquent comment ces deux variables interagissent et influencent l'économie d'un pays. Ce cadre inclut les concepts tels que l'effet des déficits budgétaires sur la monnaie nationale, les liens avec la politique monétaire, et les implications sur la balance des Paiements.

Dans ce chapitre, il nous est fait l'obligation de définir les concepts et les théories qui sous tendent. Etant la base de toute recherche Scientifique, les concepts et les théories vont permettre de mieux appréhender les analyses.

1.1. Dette publique

La dette publique désigne l'ensemble des engagements financiers qu'un gouvernement a contracté à l'égard de ses citoyens ou des pays étrangers et auxquels l'Etat doit faire face à des emprunts ,rentes ,etc.

On distingue :

1.1.1. Dette extérieure

Qui désigne l'ensemble des engagements contractées envers des créanciers étrangers. La dette extérieure appauvri un pays.

1.1.2. Dette intérieure

Qui désigne l'ensemble des engagements pris par l'Etat envers des citoyens du pays.

1.1.3. Dette active

Qui représente les engagements pris par l'Etat envers des créanciers qui doivent en retour rembourser des intérêts et capital.

1.1.4. Dette passive

Qui désigne les engagements pris envers la population pour des investissements sociaux, travaux publics, constructions des hôpitaux, d'universités.

1.2. Impôt

C'est une contribution pécuniaire obligatoire et sans contrepartie, opérée par la puissance publique sur la fortune des individus, pour la couverture des charges publiques.

1.2.1. Taxes

La taxe est liée par l'existence d'un service matériel obtenu par l'Etat en contrepartie du paiement effectué.

1.2.2. Régime fiscal

Le régime fiscal c'est l'ensemble des impôts qui sont perçus par le gouvernement.

1.3. Déficit budgétaire

Excédent de l'ensemble des dépenses du budget général sur l'ensemble des recettes budgétaires.

1.3.1. Excédent budgétaire

L'excédent budgétaire ou surplus budgétaire c'est un écart positif des recettes par rapport aux dépenses.

1.3.2. Budget de recettes

Il comprend les recettes courantes internes et douanières, les autres ressources publiques, notamment les marges brutes d'autofinancement des entreprises publiques, les dons et les ressources de financement.

1.3.3. Budget de dépenses

Il comprend les dépenses de fonctionnement correspondant au fonctionnement des services publics et autres intérêts de la dette, les dépenses d'investissements de l'administration centrale et des dépenses publiques et l'amortissement de la dette.

1.3.4. Budget de l'état

C'est l'ensemble des comptes qui décrivent pour une année fiscale toutes les ressources et toutes les charges de l'état.

1.3.5. Budget économique

Le budget économique est une simple prévision portant sur l'ensemble de l'activité économique de la nation.

1.4. Taux de change

Le taux de change est le prix auquel s'échangent les monnaies entre elles.

1.4.1. Taux de change nominal

Le taux de change nominal est le prix relatif des monnaies de deux pays.

1.4.2. Taux de change réel

Le taux de change réel est le prix relatif des monnaies entre deux pays.

1.4.3. Politique fiscale

Dosage entre les divers types de fiscalités directes et indirectes, place relative de l'impôt sur les revenus du travail et de la propriété, niveau de pression fiscale...

1.5. Résultats empiriques de l'étude de Barro (1990)

Robert j. Barro a travaillé sur plusieurs sujets relatant la macroéconomie. Fin spécialiste de la dite discipline, il a travaillé sur les finances publiques, l'équivalence ricardienne, la religion et sur les déterminants de la croissance économique. Dans son ouvrage intitulé "Determinants of Economic Growth : a Cross-Country Empirical study (1990)", il a montré que la croissance économique n'est pas le fruit du hasard et il n'existe aucune solution miracle pour la favoriser cependant, il a fait ressortir des éléments qui peuvent la stimuler tels que la garantie des droit de propriété, la règle de droit et la libéralisation des marchés. Ses résultats statistiques relatifs à cette étude montrent que les investissements dans les infrastructures publiques, la santé et l'éducation permettent d'améliorer l'efficacité des facteurs et garantissent la croissance économique.

1.5.1. Modèle de Barro (1990)

L'investissement public en infrastructures publiques est selon Barro, une source d'augmentation de la productivité du capital privé. Les infrastructures publiques une externalité positive sur les entreprises et considérés comme des imputs de production gratuits. Le modèle de Barro explique ces hypothèses en faisant des dépenses publiques un investissement en un bien public pur avec les caractéristiques de non-rivalité et de non-exclusivité

La fonction de production de l'entreprise est : $Y_i = A_i K_i^\alpha L_i^{1-\alpha} G^{1-\alpha}$

La fonction de production agrégée est :

$$Y = A K^\alpha L^{1-\alpha} G^{1-\alpha}$$

Pour ce modèle, les hypothèses sont les suivantes :

-Les rendements sont supposés constants dans les facteurs de production privé K et L ;

-La productivité marginale du capital privé est décroissante :

$$F_k = \alpha Y/K$$

La productivité marginale conjointe du capital privé et celles des dépenses publiques sont constantes.

$$AL^{1-\alpha}$$

Les dépenses publiques sont financées par un impôt proportionnel sur tous les revenus S avec équilibre budgétaire à chaque période :

$$tY = G$$

-Les revenus sont distribués aux ménages :

$$(1-t)Y$$

La fonction de consommation est :

$$Y = C + I + G$$

$$Y = C + \dot{K} + \delta K + G \quad (1-s)(1-r)Y + \dot{K} + \delta K + tY$$

C'est-à-dire :

$$s(1-t)Y = \dot{K} + \delta K$$

La fonction de production devient alors :

$$y = AK^\alpha L^{1-\alpha} (tY)^{1-\alpha}$$

$$\text{Avec } Y = t^{1-\alpha/\alpha} K^{1-\alpha/\alpha} L^{1-\alpha/\alpha} K$$

Puisque les paramètres de l'équation ci-dessus sont constants, l'équation revient au type AK et le taux de croissance du stock de capital est :

$$\dot{K}/K = s \left((1-t)t^{1-\alpha/\alpha} K^{1-\alpha/\alpha} L^{1-\alpha/\alpha} \right) \delta$$

L'Etat fixe le taux d'imposition S , détermine le niveau des dépenses publiques R et le taux de croissance de l'économie. Atteindre le taux d'imposition optimal devrait être le premier objectif de l'Etat qui s'obtient en maximisant le taux de croissance :

Cette équation montre que le taux d'imposition fixé par l'Etat peut avoir un effet négatif sur les impôts. Car la baisse du niveau des impôts réduit l'accumulation du capital. L'Etat peut alors inciter fiscalement les investissements privés en subventionnant la production

1.6. La perception de la dette publique par les autres disciplines

La notion de la dette est une notion qui constitue le point commun de plusieurs disciplines scientifiques. Outre son lien avec le Droit, elle a des liens étroits, également avec les finances, les sciences économiques et la psychologie. La dette est alors un instrument d'action des politiques économiques à la fois structurel et conjoncturel. Elle sert au financement des dépenses d'investissement public. Elle constitue également un moyen d'éponger le Pouvoir d'achat excédentaire.

1.7. Enjeux politiques et gouvernance économique

Le déficit budgétaire en Haïti a des implications directes sur la gouvernance économique, la crédibilité des institutions publiques et la capacité du gouvernement à financer ses priorités de développement (éducation, santé, infrastructure). L'incapacité de l'État à équilibrer ses finances publiques et à garantir une gestion budgétaire efficace a souvent conduit à des crises fiscales et à un recours excessif à la dette. Cela a un impact direct sur la confiance des investisseurs, des partenaires internationaux et de la population en général. Analyser comment ces déficits budgétaires affectent le taux de change permettrait de mieux comprendre les défis politiques et économiques que le pays doit surmonter.

1.8. Impact du taux de change sur la population et la stabilité sociale

Le taux de change fluctuant et l'inflation associée affectent directement la vie quotidienne des Haïtiens. La dépréciation de la gourde, par exemple, rend plus coûteux l'import des biens essentiels, provoquant une augmentation des prix et donc une réduction du Pouvoir d'achat des ménages. Ce phénomène est particulièrement grave dans un contexte où une large partie de la population vit déjà dans la pauvreté.

1.9. Pertinence pour le développement économique future

La compréhension de cette dynamique est cruciale pour l'avenir économique d'Haïti. Si le pays veut sortir de la pauvreté et accélérer son développement, il est impératif de comprendre comment gérer ses finances publiques, stabiliser sa monnaie et attirer des investisseurs étrangers. Cette recherche pourrait donc être un point de départ pour une réflexion sur des politiques économiques plus efficaces, qui permettraient de réduire le déficit budgétaire et de stabiliser le taux de change, favorisant ainsi un développement plus durable et inclusif.

1.10. Théories liées au déficit budgétaire

1.10.1. La théorie du financement du déficit par la dette

Lorsque le déficit budgétaire est financé par des emprunts, la dette Publique augmente. Si ces emprunts sont libellés en monnaie étrangère (par exemple en dollar) le pays devra obtenir des devises étrangères, ce

qui exerce une pression sur le marché des changes. Cette situation peut entraîner une dépréciation de la monnaie locale en raison de la demande accrue de devises étrangères.

1.10.2. La théorie du financement par la création monétaire

Lorsque le déficit budgétaire est financé par la monétisation de la dette (émission de monnaie par la Banque centrale), cela peut entraîner une augmentation de la masse monétaire en circulation. Selon la théorie quantitative de la monnaie, une augmentation de la masse monétaire, si Elle n'est pas accompagnée d'une augmentation correspondante de la production de biens et services, peut entraîner une inflation. L'inflation, à son tour, peut dévaluer la monnaie nationale, ce qui affecté directement le taux de change.

1.11. Politiques monétaires et budgétaires

Les politiques monétaires et budgétaires influencent fortement cette interaction entre le déficit budgétaire et le taux de change. Par exemple, si une Banque centrale décide de maintenir un taux d'intérêt bas pour stimuler l'économie pendant un déficit budgétaire élevé, cela pourrait provoquer une pression à la baisse sur la monnaie nationale en raison de la diminution des rendements pour les investisseurs étrangers. Inversement, une politique budgétaire restrictive (réduction des dépenses Ou augmentation des impôts) pourrait être utilisée pour réduire un déficit important et stabiliser le taux de change.

1.12. Interaction entre déficit budgétaire et taux de change

IL existe un lien étroit entre le déficit budgétaire et le taux de change, surtout dans un contexte de marché ouvert.

1.12.1. Effets directs:

Un déficit budgétaire chronique peut augmenter la dette Publique et engendrer une inflation. Si un gouvernement finance son déficit en émettant de la monnaie, cela peut accroître l'offre de la monnaie nationale, provoquant une dépréciation de la monnaie. La dévaluation de la monnaie peut rendre les importations plus coûteuses, alimentant davantage l'inflation.

1.12.1.1. Le taux de change flexible

Le taux de change flexible (En particulier dans le pays où la monnaie n'est pas fixée par rapport à une autre monnaie) peut ajuster rapidement aux chocs économiques, y compris un déficit budgétaire important. Une baisse rapide de la monnaie peut ainsi être une réponse immédiate à un déficit excessif,

tandis qu'un excédent budgétaire pourrait avoir l'effet inverse, entraînant une appréciation de la monnaie locale.

1.12.2. Effets directs

1.12.2.1. Confiance des investisseurs

Les déficits budgétaires importants peuvent affecter la perception des investisseurs étrangers sur la stabilité économique d'un pays. Si les investisseurs estiment que le pays ne pourra pas financer son déficit budgétaire sans dévaluer sa monnaie ou créer de l'inflation, ils peuvent se retirer, ce qui aggrave la dépréciation de la monnaie nationale.

1.12.2.2. Compétitivité et balance commerciale

Un déficit budgétaire peut affecter la compétitivité des entreprises locales, en particulier si la dévaluation de la monnaie entraîne une augmentation du coût des importations .Cependant, Dans certains cas, une dépréciation modérée peut améliorer la compétitivité des exportations en réduisant le coût des biens produits localement, ce qui peut à son tour avoir un effet positif sur l'économie à long terme.

CONCLUSION

Le cadre théorique sur le déficit budgétaire et le taux de change repose sur un ensemble de théories économiques qui démontrent comment les déficits budgétaires peuvent avoir un impact significatif sur la monnaie d'un pays, en affectant l'inflation, la confiance des investisseurs et la balance des Paiements. Une gestion prudente du déficit budgétaire, accompagnée de politiques monétaires et fiscales cohérentes, est donc cruciale pour maintenir la stabilité économique et éviter des fluctuations excessives du taux de change.

CHAPITRE II

**REVUE DE LITTÉRATURE EMPIRIQUE SUR LE
DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET LE TAUX DE
CHANGE**

INTRODUCTION

La relation entre le déficit budgétaire et le taux de change est un sujet central de la macroéconomie, étudiée sous plusieurs angles théoriques et empiriques. Les chercheurs se sont intéressés à la manière dont un déficit budgétaire affecte la monnaie nationale, les flux de capitaux, la politique économique et la balance des Paiements. Voici une revue de la littérature qui couvre les principales théories et les études empiriques concernant cette relation.

2.1. Analyse de Barro

L'analyse de Barro porte sur un échantillon de plus de quatre-vingt pays sur la période 1965-1990 réalisée par la méthode des triples moindres carrés montrent que les différentes variances des erreurs pour chaque période et leur corrélation sont atténuées au fil des années. La valeur du coefficient du logarithme du niveau du PIB réel par tête de $-0,025$ et son écart-type expliquent le taux conditionnel moyen de $2,5\%$ l'an. L'économie se rapprochera de son point d'équilibre si et seulement si les autres variables sont supposées constantes dans le temps. Le capital humain est représenté par trois variables : l'âge de fin d'études dans le secondaire et le supérieur des hommes âgés de 25 ans et plus ; le logarithme de l'espérance de vie à la naissance ; et un produit du logarithme du PIB et la durée de scolarisation masculine dans le secondaire et le supérieur. L'étude montre que la corrélation est positive entre le niveau d'éducation et la croissance, une année supplémentaire correspondrait une augmentation de 1.2 points du taux de croissance. La scolarisation masculine au niveau primaire n'a pas d'effet significatif vu la faible valeur de son coefficient est enlevé du modèle. Les valeurs du coefficient et de l'écart-type du coefficient de scolarisation masculine au niveau secondaire et au niveau supérieur déterminent la croissance. Barro [1990] montre le dynamisme de convergence, amplement vérifiée, lorsqu'une économie détient un niveau de capital plus élevé. MRW [1992] ont testé empiriquement la robustesse du modèle de Solow [1956] en considérant les hypothèses du modèle de Solow et travaillent sur l'accumulation de ce secteur.

Plusieurs travaux empiriques confirment qu'il existe un lien de causalité entre les dépenses publiques et la croissance. Ainsi, on distingue plusieurs catégories d'études empiriques dont la première met en évidence la causalité bidirectionnelle entre les dépenses publiques et la croissance. Une autre catégorie d'études empiriques montre une relation unidirectionnelle entre la croissance et le niveau du revenu tels les travaux d'Aregbeyen [2008], Keho [2004] montre que c'est la croissance qui provoque la hausse des dépenses via l'investissement public.

D'autres analyses montrent qu'il n'y a pas de lien entre les dépenses publiques et la croissance, à noter les études de Nubukpo (2003) confirment que les dépenses publiques n'ont pas d'effet significatif à court terme sur le niveau du revenu et ceux de Chimobi (2009) utilisant le test bivarié de cointégration de

Johansen sur le Nigéria. Par ailleurs, il est empiriquement démontré que les dépenses publiques totales à long terme sur la croissance dans le cas de l’Egypte. Ashipala et Haimbodi (2003) confirment que les dépenses publiques sont favorables à la croissance, surtout celles allouées à l’investissement pour la Namibie. Ce résultat est le même que celui de Nubukpo (2003) établi sur la base d’un modèle à correction d’erreur appliquée à chaque pays de l’UEMOA, qu’à long terme la hausse des dépenses a un impact significativement positif sur la croissance.

Une dernière montre l’impact négatif des dépenses publiques sur la croissance. Barro et Sala-I-Martin (1995) dévoilent l’impact négatif des consommations publiques sur la croissance. Abizadeh et Yousefi (1998) concluent que les dépenses publiques n’ont pas d’effet positif sur la croissance dans le cas de la Corée du Sud. Ben et Hassad (2006) montrent que les dépenses publiques s’expliquent par la croissance dans 45 PED sur la période 1990-2002.

Dollar (1992)], Barro et Sala-I-Martin²⁵ (1995), Edwards (1998), ont montré que l’intervention de l’Etat au niveau du commerce international crée des distorsions qui mènent à de faibles taux de croissance économique 0,7%. Les travaux de Harrison (1996) évoquent une relation positive entre le commerce international et la croissance économique.

Rodriguez et Rodrik (2000) remettent en question la robustesse de la corrélation positive entre l’ouverture et la croissance démontrée par Dollar (1992), Barro et Sala-I-Martin (1995), Sachs et Edwards (1998), Greenaway et al. (1998). Jin (2004) a travaillé sur le sujet avec pour objectif de vérifier si la relation entre l’ouverture et la croissance pouvait être validée pour les provinces et municipalités chinoises et trouve l’impact est négatif pour la majorité des provinces enclavées.

2.2. La soutenabilité dans le domaine de la finance

Alors que la santé des banques est évaluée à l’aide des concepts de liquidité et surtout de solvabilité, le concept roi dans le domaine des finances publiques est celui de la soutenabilité. Dans ce qui suit, une attention particulière est accordée à la notion de solde budgétaire qui désigne la différence entre les recettes et les dépenses. On parle d’excédent budgétaire lorsque le solde est positif et de déficit budgétaire dans le cas contraire (Bénassy-Quéré et al., 2012). L’analyse de la durabilité est considérée comme modèle de référence pour analyser les trajectoires de la dette à moyen terme dans les économies émergentes, Paret (2017). Il s’agit d’une équation centrale d’accumulation de la dette qui relie la dette future au PIB au ratio d’endettement actuel, au solde primaire, croissance du PIB réel et le taux d’intérêt réel.

Un avantage de cette approche est sa simplicité qui lui permet d’être facilement répliquée pour différents pays. La politique budgétaire, comme les autres composantes de la politique économique, a pour

objectif de permettre une croissance économique forte et équilibrée que possible. Sa spécificité tient aux instruments qu'elle utilise : variation des soldes et/ou des masses budgétaires, modalité de financement des déficits (création monétaire ou recours à divers types d'emprunts), allègement ou alourdissement des prélèvements obligatoires, etc. Jusqu'au début du XXème siècle, la théorie économique s'est plus intéressée aux problèmes de justice fiscale qu'à ceux du contrôle de la conjoncture par les finances publiques. Toutefois, l'histoire des dépenses publiques et les problèmes que pose leur financement est beaucoup plus ancienne. Chronologiquement, les questions relatives aux déficits budgétaires ont fait l'objet d'un débat entre keynésiens et néoclassiques vers les années 1929, suite à la crise de surproduction dont la cause principale se résume selon Keynes par la non vérification de la loi de Jean Baptiste Say (l'offre crée sa propre demande). En effet, dans un contexte comparable d'intégration régionale et d'une perspective de mise en œuvre de la monnaie unique, la question est également posée dans la zone d'intégration économique (CEDEAO) où l'on s'interroge sur la pertinence à défendre l'équilibre budgétaire au risque de pénaliser l'objectif de stabilisation de l'activité économique des pays membres.

2.2.1. Cadre empirique

Récemment, Niang et Sane (2020) ont souligné la nécessité d'une analyse permanente des problèmes générés par le déficit public. En effet, ils ont montré à travers un modèle non linéaire que pour un seuil d'endettement de plus de 65.42% du PIB, la dette a un effet anti-keynésien et des externalités négatives qui entraîneraient un problème de soutenabilité des finances publiques. Selon Carrion-i-Silvestre (2014), Hamilton et Flavin (1986), Trehan et Walsh (1988) sont les précurseurs dans les modèles d'analyse de la soutenabilité en termes de stationnarité et de cointégration. Par contre, Paniagua et al. (2017) trouve une limite à ces approches selon laquelle celle-ci donnent une première idée approximative de la durabilité des finances publiques, mais ils ne mettent pas en évidence les mécanismes d'ajustement au surendettement en dernières années. Pour évaluer la viabilité de la politique budgétaire Haïti, les décideurs politiques dans le passé ont suivi une politique budgétaire soutenable, sauf pendant les brèves périodes de difficultés économiques.

L'analyse empirique révèle que le gouvernement ne devrait réduire les déficits que s'ils dépassent un certain niveau de dette, pour assurer leur soutenabilité à long terme. Parallèlement, Paret (2017), par le biais d'une approche probabiliste, montre l'urgence pour les pays à faible réactivité à la dette de veiller à l'assainissement de leurs finances publiques afin d'éviter des externalités négatives sur la sphère réelle de leurs économies.

2.2.2. Analyse de la soutenabilité ou non stationnarité et cointégration des séries

Nous rappelons que généralement, pour étudier la soutenabilité des finances publiques, deux approches de la littérature sont utilisées. Ainsi, en s'inspirant de ces approches, nous étudions dans un premier temps la soutenabilité des déficits budgétaires en testant la non stationnarité des séries de dette sur PIB et de solde courant sur PIB au sens de Hamilton & Flavin (1986). Ce qui va nous permettre de mieux appréhender le travail.

2.3. Equilibre des échanges extérieurs

Le début des années quatre-vingt a été marqué par la reconnaissance générale que l'autonomie des politiques nationales est très limitée.

En France comme en de nombreux pays l'équilibre des échanges extérieurs et celui des finances de l'Etat contraignent de plus en plus les choix politiques. Naguère simples objectifs intermédiaires, ces équilibres sont aujourd'hui considérés comme des impératifs qui ont supplanté les objectifs traditionnels d'emploi et de croissance des niveaux de vie.

Dans les modèles économétriques récents l'évaluation des conséquences des politiques de régulation sur les déficits budgétaires et ceux des échanges extérieurs n'est qu'indirecte, médiatisée par un ensemble de variables, ce qui ne permet pas de saisir clairement les relations entre ces deux déficits. Pour analyser cette relation dans le cadre d'une politique économique donnée, nous proposons une méthode plus simple et plus directe, fondée sur l'interdépendance entre les comportements de financement des différents secteurs de l'économie.

Dans une communication présentée à l'Académie des sciences morales et politiques en 1984 M. de la Genière, alors gouverneur de la Banque de France, soulignait cette limite des méthodes usuelles d'analyse de la politique économique et esquissait une approche « monétaire, (mais non point « monétariste » pour autant), qui permette d'appréhender de façon cohérente les effets intérieurs et extérieurs de la politique monétaire. Dans le même esprit l'analyse qui suit met l'accent sur les liaisons existant entre les soldes des secteurs public et extérieur et les besoins ou capacités de financement du reste de l'économie.

Il est possible de construire un petit modèle fiable et précis de détermination du revenu national qui, à partir de quelques identités comptables fondamentales, fasse apparaître explicitement ces liaisons. Un tel modèle fournira une description cohérente des relations entre revenus, endettement et décisions de dépense des différents secteurs institutionnels, tout en décrivant le processus d'accumulation d'actifs financiers qui en est induit. La méthode ici proposée a l'avantage de la simplicité. En éclairant les liens essentiels entre les usages faits des principaux instruments de la politique économique et les soldes

budgétaire et extérieur, elle permet d'évaluer les conséquences de choix politiques.

2.4. Un cadre analytique simple

Au niveau le plus agrégé, qui seul nous intéresse ici, les relations entre les grandeurs macroéconomiques peuvent être étudiées très simplement à l'aide d'un modèle de taille réduite construit à partir d'un outil d'analyse simple : une fonction agrégée de dépense privée. Cette fonction établit un lien direct entre les ressources financières du secteur privé non bancaire et ses deux emplois possibles : dépenses et variations d'actifs financiers. Il s'agit d'une relation entre des flux (dépenses et revenus) et une variation d'un stock (accumulation d'actifs financiers). Si l'on fait abstraction des emprunts auprès du secteur bancaire, les variations des avoirs financiers du secteur privé correspondent à la somme du déficit public et du solde courant de la balance des paiements. En d'autres termes, dans l'hypothèse où le système financier n'a d'autre rôle que celui d'intermédiaire, le stock d'actifs financiers privés est égal, à un instant donné, à la somme des passifs enregistrés jusqu'à cette date par les deux autres secteurs non financiers du modèle, le secteur public et le reste du monde.

Pour évaluer séparément chacune de ces trois composantes il est nécessaire de compléter ce modèle par certaines relations. Celles-ci portent sur des variables dont l'évolution ne dépend pas directement du comportement du secteur privé, à savoir la politique économique du gouvernement et l'activité économique du reste du monde. Les choix de politiques monétaire et budgétaire n'étant évidemment pas indépendants des évolutions économiques constatées, il est possible d'introduire dans des modèles des relations qui endogénéisent ces choix, en les faisant dépendre, notamment des niveaux d'emploi, d'inflation ou de revenu. Ils contiennent cependant un élément discrétionnaire, de sorte que, du point de vue du secteur privé, le montant des dépenses publiques, le taux moyen d'imposition du revenu national et la croissance du crédit bancaire apparaissent comme des données. Le niveau des exportations et la propension moyenne à importer peuvent aussi dans la courte période être considérés comme exogènes pour le secteur privé, parce que leurs déterminations résultent principalement de l'interaction des politiques économiques, de change, tarifaires et commerciales et de la croissance du commerce mondial.

Dès lors que les politiques gouvernementales et les conditions sur les marchés mondiaux sont supposées données, un modèle reflétant les comportements de dépense et d'accumulation financière du secteur privé suffit à prédire simultanément le revenu national, le déficit budgétaire et le solde extérieur courant.

2.5. Un modèle de détermination du revenu, de la dépense et de l'accumulation d'actifs financiers.

La dépense totale du secteur privé non bancaire est financée par les ressources de ce secteur. Ces ressources sont : le revenu disponible privé (YP), la variation (A) de l'endettement du secteur privé à l'égard du système bancaire (EP) et le stock d'actifs financiers détenu à la fin de la période comptable précédente (SAF m). Deux identités comptables permettent, à partir de cette fonction de dépense privée, d'établir le lien entre celle-ci et les soldes des autres secteurs institutionnels. La part du revenu qui n'est pas dépensée, ainsi que l'endettement nouveau s'ajoutent donc au stock d'actifs financiers existants.

Le revenu disponible privé (YP) étant défini comme le revenu national (Y) moins les impôts (T), la combinaison des identités (2) et (3) conduit à une relation entre l'accumulation d'actifs financiers par le secteur privé d'une part, et la somme de la variation du crédit bancaire, du déficit public et de la balance des paiements courants.

Pour identifier séparément chacune des contreparties de la variation du stock d'actifs financiers, on suppose que certaines variables sont déterminées en dehors du secteur privé, soit par le gouvernement, soit par le reste du monde, soit par interaction de ces deux secteurs. Ces hypothèses sont habituelles et sont présentées ici sous leur forme la plus simple. Ces hypothèses d'exogénéité impliquent que le déficit public (DEF) et le surplus de la balance des paiements (SE) dépendent directement du revenu national.

2.6. L'effet des variations des variables exogènes sur le revenu national

La direction de ces effets est intuitivement évidente. Par exemple une hausse des dépenses publiques engendre une augmentation du revenu national et du déficit public, en même temps qu'elle détériore la balance des opérations courantes. Alors un accroissement du crédit bancaire, qui suscite une hausse du revenu, réduit le déficit public, mais accroît le déficit extérieur. Les paramètres estimés de la fonction de dépense privée diffèrent, bien entendu, d'un pays à l'autre et l'adéquation empirique du modèle est plus ou moins bonne selon les cas. Pour Haïti il semble être tout à fait fiable, dans la mesure où il rend compte des évolutions du revenu national avec précision suffisante, ce qui permet de simuler, avec une marge d'erreur relativement faible, les variations du déficit budgétaire et de la balance des opérations courantes. Les évolutions estimées reproduisent aussi bien les fluctuations que les tendances observées des variables.

L'estimation implique donc que le secteur privé dépense chaque année un peu plus de la moitié de ses ressources financières totales, le reste s'ajoutant à son stock d'actifs financiers.

2.7. Une application à l'analyse des développements de 2022

Le modèle présenté ci-dessus permet d'interpréter l'expérience de politique économique qui a débuté avec l'adoption par le gouvernement socialiste, dès son accession au pouvoir, d'une série de mesures expansionnistes et qui s'est achevée avec la mise en œuvre du plan d'austérité de fin 2022 . La détérioration de la balance commerciale et les pressions à la baisse du franc qui lui étaient associées ont très certainement joué un rôle majeur dans ce cycle politique « go-stop ».

Le principal enseignement de tout ça concerne la balance des paiements : il apparaît que la sous-estimation de la propension à importer explique à elle seule les deux tiers de la détérioration imprévue de la balance des paiements en 2022. Au regard de cette source d'erreur, les autres facteurs sont tous d'importance secondaire.

Cette sous-estimation des importations est due à l'hypothèse, implicite dans la prévision budgétaire, que la propension à importer devait diminuer de 1,3 % entre 2020 et 2023 (de 0,239 à 0,236) : en fait, elle augmenta de 4,2 % (de 0,239 à 0,249) !!, ce qui implique un écart de 5,5 % entre prévision et réalisation. Pour faible qu'elle puisse paraître, cette erreur est donc à l'origine d'un déficit extérieur double de celui qui était prévu et, indirectement, de la mise en place du plan d'austérité.

2.8. Un aperçu du budget

La loi de finance pour 2022 prévoit la poursuite de la politique « de rigueur » inaugurée il y a maintenant près de trois ans. Le budget comporte des prévisions-objectifs concernant les variables étudiées dans la section précédente, et en particulier un déficit extérieur de 15 millions de Gourdes. L'utilisation, en prévision, du modèle présenté plus haut permet de juger de la vraisemblance des projections du budget, avec toutefois une incertitude supplémentaire qui découle de l'absence, à ce jour, de comptes nationaux définitifs pour 2020 : les chiffres utilisés ici sont donc repris des comptes provisoires 2020 inclus dans le budget 2021 .

Tels qu'ils sont prévus dans le budget de 2021, la croissance du revenu national, le déficit budgétaire et le solde de la balance des paiements forment un ensemble assez cohérent, si l'on en juge à l'aide du modèle. Les valeurs publiées sont présentées dans la première colonne du tableau 4 ; dans les autres colonnes sont indiqués les écarts des différentes variables à leur valeur prévue dans l'hypothèse d'une

erreur de prévision de 10 % sur chacune des variables exogènes (leur valeur telle qu'elle est prévue dans la loi de finance apparaît à la dernière ligne du tableau).

il est donc probable que la croissance en 2020 ait été légèrement plus rapide que ne l'indique le budget de 2021 ; pour les mêmes raisons, le déficit budgétaire de 2022 devrait être un peu plus faible et le déficit extérieur un peu plus élevé que prévu.

Il est aisé d'interpréter ces variantes. D'une part en effet la sommation des écarts par ligne est possible ; d'autre part il existe une relation simple de proportionnalité entre la taille de la variation exogène et l'écart qu'elle produit sur la variable endogène considérée. Ainsi, par exemple, si l'on suppose à la fois que les dépenses publiques et le taux d'imposition moyen seront supérieurs de 10 % à leur valeur prévue dans le budget, l'effet combiné sur le déficit budgétaire de ces deux erreurs de prévision sera la somme des écarts sur la ligne correspondante, soit : $(-10 - 10) = -20$, c'est-à-dire que le déficit budgétaire sera de 120 millions de Gourdes et non de 110 comme prévu au budget.

Quant à la seconde propriété de proportionnalité indiquée ci-dessus, elle permet de calculer simplement l'effet de toute erreur de prévision quant à une variable exogène, quelle qu'en soit l'ampleur : des exportations inférieures de 10 % à leur montant prévu (c'est-à-dire une croissance de 4,5 % et non de 9,5 % en 2022) conduiraient à une aggravation de 20 millions de Gourdes du déficit extérieur.

Même s'il n'y a pas de raison, en principe, de penser que les prévisions du budget sur certaines variables sont plus fiables que d'autres, il est cependant intéressant de noter que le budget de 2022 prévoit, une fois de plus, une baisse de 1,5 % de la propension à importer (de 0,262 à 0,258). On a déjà fait remarquer combien de telles baisses étaient rares dans la période d'estimation du modèle, encore que cette propension ait diminué de 3,5 % en 1983. Une hausse est néanmoins tout aussi plausible et il est instructif d'en calculer les conséquences dans le modèle. En moyenne en 2022-2023, de même qu'au cours des vingt dernières années, la propension à importer s'est accrue de 2,5 % l'an. Si l'on fait l'hypothèse du même taux de croissance en 2022, la prévision officielle doit être révisée à la hausse de 4 %. En ce cas la croissance du revenu national serait inférieure de 1,5 % au taux prévu, le déficit budgétaire se creuserait de quelques 10 milliards de francs et, surtout, le déficit extérieur serait aggravé de 20 millions. Cela confirme la constatation faite précédemment : une erreur, même faible, de prévision de la propension à importer peut avoir des conséquences que le gouvernement et aussi les marchés des changes considèrent comme particulièrement sérieuses, une sous-estimation de seulement 4 % entraînant, dans le cas présent, un doublement du déficit extérieur.

Les marges de manœuvre du gouvernement français en matière de politique budgétaire sont relativement limitées. A moins d'une expansion des exportations, ou de mesures destinées à réduire la croissance des importations, la recherche de l'équilibre extérieur implique un contrôle étroit du déficit budgétaire. La réalisation d'objectifs nationaux, tels que la réduction du chômage, dépend ainsi essentiellement des politiques

adoptées ailleurs dans le monde ou de mesures structurelles dont les effets ne se feront sentir qu'à moyen ou long terme.

A la lumière de l'étude rétrospective de l'année 2022 et de l'analyse des prévisions contenues dans le budget de 2023, une conclusion pratique importante s'impose : la balance commerciale est extrêmement sensible à des variations, même faibles, de la propension à importer. L'évolution du solde extérieur semble devoir rester dans l'avenir un objectif majeur de la politique économique. En raison des effets psychologiques imprévisibles que pourrait avoir tout dépassement de cet objectif sur le marché des changes, il conviendrait de le déterminer en se donnant une marge suffisante.

2.9. Le cadre comptable

Les données statistiques utilisées pour l'estimation de la fonction de dépense privée et la simulation du modèle sont dérivées d'un système comptable construit pour assurer au niveau sectoriel la cohérence des flux de revenu, de dépenses et d'accumulation d'actifs financiers. Cet équilibre des comptes est nécessaire si l'on veut éliminer l'écart (désigné par le terme « ajustement » dans *Les comptes de la nation*) entre la « capacité de financement » et le « solde des créances et des dettes » d'un même secteur. Bien qu'il existe des méthodes alternatives qui permettent de procéder à une telle réconciliation⁵¹, une approche très simple a été utilisée dans cet article : la moitié de l'écart a été déduite des dépenses et l'autre moitié ajoutée au revenu.

La prévision des déficits extérieurs et publics n'est pas chose aisée. Comme tout solde comptable ces grandeurs dépendent de multiples interactions, que le prévisionniste doit s'efforcer d'appréhender et de quantifier, afin de pouvoir non seulement décrire l'évolution qui lui paraît la plus probable, mais aussi celles qui pourraient résulter d'hypothèses alternatives : politique interne plus expansionniste, croissance étrangère plus forte, évolution différente des taux de change ou des prix des matières premières, etc.

D'où la nécessité d'une description assez fine des mécanismes économiques dans les modèles macroéconomiques utilisés à des fins opérationnelles. Cette inévitable complexité a un inconvénient évident. Elle nécessite tout d'abord un effort d'investissement qui fait perdre peu à peu au travail de l'économiste son caractère artisanal. Elle suppose d'autre part un effort de pédagogie qu'il n'est pas toujours aisé de réaliser à chaque utilisation du modèle (on ne peut réexposer à chaque fois les acquis de la théorie macroéconomique incorporés dans les modèles appliqués).

On comprend dès lors la tentation permanente qui pousse nombre d'économistes à construire des modèles résumant en quelques équations, parfois même en une seule. L'ensemble des interactions macroéconomiques. L'école monétariste eut recours à de tels « raccourcis » dans les années soixante et cette démarche connut aussi un certain développement en Haïti à l'aube de la modélisation économétrique. Par certains aspects, notamment l'usage d'un modèle très agrégé en valeur, résumant en une seule équation le comportement de dépenses des entreprises et des ménages, les travaux d'un groupe d'économistes de l'université de Cambridge auquel nous nous rattachons intellectuellement participent aussi de cette même démarche.

Recourir à un modèle simple est pertinent s'il s'agit d'illustrer certains aspects importants d'un phénomène en négligeant les mécanismes qui n'interviennent que de façon secondaire dans le phénomène étudié.

2.10. Les qualités prévisionnelles

La précision, toute relative d'ailleurs, du « petit modèle fiable et précis » utilisé, repose en grande partie sur son caractère fortement comptable.

Un modèle macroéconomique est toujours plus ou moins constitué d'équations comptables ou quasi comptables. S'il ne comporte que des équations de ce type, il donnera évidemment toujours sur le passé.

Les économistes, généralement avertis de cette propriété (ils la découvriraient d'ailleurs en procédant à des simulations rétrospectives), se gardent bien de parler des qualités prévisionnelles de modèles ainsi construits. Pour qu'il y ait erreur de prévision, il faut qu'il y ait au moins une équation « économétrique », ou, du moins, non comptable. Par chance et probablement aussi parce que l'équation en question constitue le fil rasoir du modèle, l'équation de dépense privée a bien ce caractère, ce qui laisse donc la porte ouverte à une erreur de prévision sur le passé. Mais dans la mesure où le modèle ne laisse place qu'à cette seule source d'erreur, il ne nous paraît pas très utile de présenter les erreurs de simulations sur le revenu, le déficit extérieur et le déficit des finances publiques qui ne font que refléter l'erreur commise sur l'équation de dépense. Les remarques de Candide, placées en exergue, n'ont pas d'autre objet que de vous mettre en garde moins familiarisé, sur le caractère très relatif des qualités prévisionnelles rétrospectives de certains modèles.

2.11. Une équation de dépenses sous-utilisée

L'originalité du modèle utilisé dans CE travail de recherche repose sur l'équation de dépense reliant la dépense privée (consommation et investissement) au revenu, aux crédits reçus par les agents privés et au stock d'actifs financiers en début de période.

À l'évidence une telle équation peut donner à long terme ou en variante des résultats très différents des équations retenues dans les modèles macroéconomiques usuels, où la consommation dépend avec retard du revenu et l'investissement des variations de la demande (accélérateur), des profits et du coût du capital. Mais à court terme et lorsque les fluctuations économiques résultent essentiellement des fluctuations de la demande ou des revenus, les deux types de modèle donneront des évolutions comparables, comme on peut le vérifier en analysant l'effet d'un accroissement des dépenses publiques sur les composantes de la demande dans les principaux modèles macroéconomiques.

À titre d'exemple, la propension marginale apparente à la dépense est comprise entre 0,6 et 0,8 dans les modèles utilisés. La propension marginale au déficit extérieur est en revanche plus élevée dans les modèles que la propension moyenne à importer car à court terme l'élasticité apparente des échanges aux variations du revenu est supérieure à l'unité (la propension à importer n'est pas constante, mais dépend notamment des tensions sur les capacités de production). La propension plus faible au déficit extérieur est cependant partiellement compensée par la propension plus faible à la dépense, de sorte que le multiplicateur à court terme du modèle n'est que légèrement plus élevé que celui des modèles usuels.

Les multiplicateurs d'un même modèle varient au cours du temps (ils diminuent notamment en raison de l'accroissement de la propension à importer). L'investissement comprend les variations de stocks.

Le calcul utilisé dans les décompositions comptables de l'équilibre des ressources et emplois de biens et services. Les propensions apparaissent dans la première décomposition, les composantes dans la seconde.

Cette similitude explique aussi que l'équation de dépense donne des résultats peu éloignés des équations usuelles sur le passé. Les fluctuations de la demande et des revenus sont en effet les mécanismes fondamentaux des fluctuations conjoncturelles, de sorte qu'à l'exception des périodes où interviennent d'autres mécanismes les deux modèles donneront la même description de la réalité à savoir le rôle prédominant du multiplicateur keynésien et des propensions à dépenser et à importer dans l'explication des fluctuations conjoncturelles.

Mais lorsque l'on procède à une étude plus fine de la conjoncture économique la modèle keynésienne simple version « cambridgienne » ou traditionnelle devient trop sommaire pour appréhender la complexité des mécanismes mis en jeu, même s'il en décrit un aspect essentiel.

2.12. Théories économiques principales

2.12.1. Modèle Mundell-Fleming(1960)

Le modèle Mundell-Fleming explique l'interaction entre la politique monétaire, la politique budgétaire et le taux de change dans une économie ouverte. Selon ce modèle, un déficit budgétaire, s'il est financé par l'emprunt, peut conduire à une dépréciation de la monnaie nationale dans un régime de taux de change flexible. Ce phénomène survient parce qu'une augmentation des dépenses publiques peut augmenter la demande de devises étrangères, ce qui augmente la demande pour les devises étrangères et réduit la demande pour la monnaie locale. Dans le cas d'un déficit budgétaire financé par l'emprunt extérieur, le modèle se Mundell-Fleming indique que la monnaie locale pourrait se déprécier en raison de la hausse des taux d'intérêt (pour attirer les investissements) et du risque accru associé à l'augmentation de la dette extérieure.

2.12.2. Modèle de la parité du Pouvoir d'achat (PPA)

La parité du Pouvoir d'achat stipule que, à long terme, les taux de change devraient se stabiliser de manière à permettre à un panier de biens similaires d'avoir le même prix lorsqu'il est converti dans différentes monnaies. Si un pays a un déficit budgétaire soutenu et que cela entraîne une inflation domestique élevée, la monnaie nationale se dépréciera pour compenser cette différence de prix, réduisant ainsi l'impact inflationniste sur les exportations.

Conclusion

La littérature sur le déficit budgétaire et le taux de change met en évidence l'importance de comprendre comment les déficits budgétaires, lorsqu'ils sont financés par la création monétaire ou par des emprunts étrangers, influencent la monnaie nationale. Ces effets sont modérés par des facteurs tels que la politique monétaire, la perception des marchés et la structure de l'économie (développement institutionnel, type de régime de change, etc.). Les études empiriques montrent que l'impact peut varier en fonction des spécialités économiques de chaque pays, notamment entre pays développés et pays en développement.

CHAPITRE III

CADRE METHODOLOGIQUE

3. METHODOLOGIE

Conformément à toute étude d'un fondement scientifique, nous avons effectué une bonne exploration des connaissances théoriques, universitaires et pratiques relatives aux concepts clefs du thème de recherche. A cet effet deux grandes catégories de documentation ont été consultées: une catégorie de documentation théorique et universitaire, une catégorie de documentation pratique ou de terrain.

Le cadre méthodologique est une partie essentielle d'une étude empirique sur la relation entre le déficit budgétaire et le taux de change. Ce chapitre expose Les Choix méthodologiques, les techniques de collecte de données, ainsi que les approches analytiques utilisées pour tester les hypothèses formulées dans le cadre de la recherche.

3.1. Objectifs de la méthodologie

L'objectif principal de la méthodologie de cette étude est de mesurer et d'analyser la relation entre le déficit budgétaire et les fluctuations du taux de change dans le contexte haïtien de 2010 à 2023. Il s'agira notamment d'explorer si les déficits budgétaires ont un impact significatif sur la monnaie nationale, la gourde, et d'identifier les mécanismes par lesquels cet impact se produit.

3.2. Choix de l'approche

Le choix d'une approche de recherche se fonde sur plusieurs éléments. A part ceux relatifs à la problématique, la nature de la question ou des objectifs de recherche, d'autres contribuent de façon plus ou moins implicite à ce choix. Dans le milieu universitaire, il n'est pas rare de rencontrer des Scientifiques réticents à l'utilisation d'une méthodologie mixte de recherche, c'est-à-dire, selon la définition que donne Karsenti et Savoi-zajc(2000), à une approche pragmatique de la recherche dans laquelle des données quantitatives sont jumelées à des données qualitatives afin d'enrichir la méthodologie .Selon Rousseau(2000) ces réticences s'appuient généralement sur l'argumentation suivante : une méthodologie mixte , en recherche , réunit des stratégies de collecte et de traitement de données qui reposent sur une définition différente de ce qu'est objet de recherche et n'épouse pas une même logique.

3.3. Recherche bibliographique

Pour alimenter une réflexion sur un sujet, il s'avère plus que nécessaire de prendre connaissance des faits et des opinions qui s'y rattachent. En d'autre terme, il s'agit d'acquérir ou de modifier des idées, au contact de celles des autres. Dans le cadre de ce travail de recherche académique, on a fait une sélection de documents relatifs à ce sujet, à la bibliothèque de l'UNASDI, de FDSE, et de certains articles scientifiques jugés pertinents par rapport au sujet formulé. Etc.

Cette catégorie de documentation nous a permis de collecter des informations en vue de cerner les différentes appréhensions des concepts selon les diverses écoles de pensées et de réaliser une appréciation critique des différents points de vue sur les entreprises culturelles et le développement local ou communautaire dans l'objectif de concevoir un cadre théorique en bonne relation avec le travail réalisé.

3.4. Technique de collecte des données

Les techniques de collecte de données utilisées sont : la recherche bibliographique, l'enquête, les guides d'entretien, l'observation directe et l'observation participante. Les outils utilisés pour la collecte, des données sont le questionnaire et les guides d'entretien.

3.5. Terrain d'études et méthodologie

La méthode utilisée sera essentiellement quantitative pour analyser la relation entre les variables macroéconomiques .Le modèle de régression économétrique sera utilisé pour établir la relation entre le déficit budgétaire et le taux de change en Haïti, en contrôlant pour d'autres variables macroéconomiques.

L'enquête comporte plusieurs volets. Combinant l'observation, l'approche ethnographique et les méthodes d'entretiens semi-directifs. Au départ, cette étude devrait établir une cartographie des structures du secteur de l'art plastique en Haïti, intégrant des stratégies de développement durable.

Afin de cibler nos récepteurs pour notre questionnaire, nous avons établi la liste de toutes les structures professionnelles du champ de l'art plastique et de l'art .Pour mettre en place notre grille

de questionnaire et d'entretiens, nous avons construit des indicateurs. Cette grille de questionnaire comporte trois parties :

- Une partie spécifique à la connaissance de la notion de développement durable et la signification du lien entre entreprise culturelle et développement durable.
- Une partie sur la fonction des entités faisant partie des entreprises culturelles plus précisément.
- Une partie sur la contribution de l'art plastique au développement communautaire a Croix-des-Bouquets.

3.5.1. Données utilisées

Les données nécessaires pour cette analyse sont principalement des séries temporelles couvrant la période de 2010 à 2023. Les sources de données incluent :

a) Ministère des Finances d'Haïti (MEF): Pour les informations sur le déficit budgétaire (revenus, dépenses, déficit Courant, financement du déficit).

b) Banque de la République d'Haïti (BRH)

Pour les informations relatives au taux de change, à la masse monétaire, aux réserves de change, et à la politique monétaire.

c) Banque Mondiale (BM), Fonds monétaire international (FMI)

Pour des données complémentaires sur l'inflation, les taux d'intérêt, les réserves internationales et d'autres variables influençant les taux de change.

Les variables spécifiques à inclure dans le modèle sont:

a) Le déficit budgétaire (en pourcentage du PIB ou en montant absolu).

b) Le taux de change nominal (par rapport au dollar américain).

c) La masse monétaire (offre de mémoire M2).

d) Les réserves de change.

e) Les taux d'intérêt et l'inflation (comme variable de contrôle).

3.5.2. Méthode de collecte de données

Les données seront collectées de manière secondaire, en consultant principalement les bases de données des institutions financières internationales telles que La BRH, le FMI, la BM et des rapports économiques nationaux. Les séries temporelles mensuelles ou annuelles seront préférées pour capturer l'évolution dynamique des variables sus fil du temps.

Les données concernant le déficit budgétaire seront obtenues par l'analyse des comptes publics, en se concentrant sur l'évolution des recettes fiscales et des dépenses publiques. Les données sur le taux de change seront récupérées à partir des rapports de la Banque de la République d' Haïti et des marchés financiers internationaux.

3.5.3. Entretien semi directif

L'**entretien semi-directif** est une technique d'enquête qualitative fréquemment utilisée dans les recherches en sciences humaines et sociales. Il permet d'orienter en partie (semi-directif) le discours des personnes interrogées autour de différents thèmes définis au préalable par les enquêteurs et consignés dans un guide d'entretien. Il peut venir compléter et approfondir des domaines spécifiques liés à l'entretien non directif qui se déroule librement à partir d'une question.

Ce type d'entretien peut venir compléter des résultats obtenus par une enquête quantitative, en ce cas les entretiens apportent une richesse et une précision bien plus grandes dans les informations recueillies, grâce notamment aux possibilités de relances et d'interactions dans la communication entre interviewer et interviewé

3.6. Modèle économétrique

Pour tester les hypothèses de cette étude, un modèle économétrique de régression multiple sera utilisé, permettant d'analyser L'impact des déficits budgétaires sur le taux de change tout en contrôlant les autres facteurs influents.

Le modèle de base peut-être formulé de la manière suivante:

Taux de change $_t = \alpha + \beta_1 \text{déficit budgétaire } _1 + \beta_2 \text{ Masse monétaire } _t + \beta_3 \text{ taux d'intérêt } _t + \beta_4 \text{ inflation-t} + \beta_5 \text{ réserve de change } _t + \epsilon_t$

- 1) **Taux de change:** Le taux de change nominal entre la monnaie locale (gourde) et une devise de référence (dollar).

- 2) **Déficit budgétaire:** Représenté soit en pourcentage du PIB, soit en termes absolus(en million de gourde ou de dollar).
- 3) **Masse monétaire:** M2 (composé de la monnaie en circulation et des dépôts à court terme).
- 4) **Taux d'intérêt:** Taux directeur de la Banque centrale ou taux d'intérêt réel.
- 5) **inflation:** Indice Des prix à la consommation.
- 6) **Réserve de change:** Montant des réserves de la BRH en devises étrangères.
- 7) **€_t:** Terme d'erreur.

Une analyse de séries temporelles sera réalisée en utilisant des techniques comme le test de Racine unitaire pour vérifier la stationnarité des données ,et le test de cointégration (comme le test de Johansen) pour évaluer s'il existe une relation a long terme entre le déficit budgétaire et le taux de change. Si les séries sont non-stationnées, une approche de modèle VAR (vector Autorégressive) pourrait être utilisée pour analyser la dynamique entre les variables au fil du temps.

3.7. Estimation et test Statistiques

Une fois le modèle estimé, plusieurs tests statistiques seront effectués pour s'assurer de la robustesse des résultats.

- a) **Test de significativité:** Le test t pour chaque coefficient permettra d'évaluer la significativité statistique des relations entre le déficit budgétaire et le taux de change.
- b) **Test de multicolinéarité:**Le VIF (variance inflation Factor) permettra de détecter la colinéarité entre les variables explicatives.
- d) **Test de normalité des erreurs:** Le test de Jarque-Bera permettra de vérifier si les erreurs sont normalement distribuées.
- e) **Test d'auto-corrélation:**Le test de Durbin -Watson servira à tester l'absence d'auto-corrélation dans les résidus du modèle.

3.8. Limites de la méthodologie

3.8.1. Disponibilité des données

Certaines données peuvent être incomplètes ou peu viables, particulièrement dans des contextes économiques instables comme celui d'Haïti.

3.8.2. Autres facteurs externes

L'analyse pourrait ne pas prendre en Compte certains facteurs externes imprévus ,comme les crises internationales, les catastrophes naturelles, ou les changements de politiques majeurs.

3.8.3. Endogénéité

Les problèmes d'Endogénéité, où les variables explicatives peuvent être affectées par des facteurs non observés, seront également pris en Compte et résolus si nécessaire à l'aide de modèle de variables instrumentales(IV)

La performance d'USD par rapport à HTG au cours des 30 dernières années a enregistré un pic de plus en plus élevé.

Toute transaction entre deux agents évoluant dans des espaces monétaires différents nécessite une opération de change. Conséquemment, pour satisfaire les besoins des transactions internationales, la convention des monnaies est nécessaire; les opérations de change permettent donc d' assurer cette convertibilité entre les monnaies. Ainsi, le taux de change représente le prix d'une monnaie nationale par rapport à une monnaie étrangère.

Certaines devises ne sont pas directement cotées sur le marché Des devises, c'est-à-dire qu'elle ne peut être exprimée en fonction d'une autre. Ainsi, afin de déterminer la contrepartie équivalente en unité de devise, il convient de considérer sa cotation par rapport à une devise commune ou universelle.

Il existe deux modes de cotation du taux de change: la cotation au certain(ou directe) et la cotation à l'incertain (ou indirecte).

On parle de cotation au certain lors qu'une unité de la monnaie nationale est exprimée en une quantité variable de la devise étrangère.De ce fait, le taux de change coté au certain indique le nombre d'unités de monnaie étrangère que l'on peut se procurer avec une unité de monnaie

nationale.

La cotation à l'incertain se réfère à l'expression d'une quantité variable de monnaie nationale pour une unité de devise étrangère. Ainsi, le taux de change coté à l'incertain représente le nombre d'unités de monnaie nationale que l'on doit déboursier pour avoir une unité de monnaie étrangère.

Conclusion

Ce chapitre méthodologique a présenté les bases sur lesquelles cette étude se fonde pour analyser l'impact du déficit budgétaire sur le taux de change en Haïti. Une approche économétrique rigoureuse combinée à des données de qualité permettra de tester les hypothèses de la recherche et d'offrir des perspectives précieuses sur les mécanismes sous-jacents à cette relation.

CHAPITRE IV

LES CAUSES DU DEFICIT BUDGETAIRE

INTRODUCTION

L'objectif de croissance du PIB et de l'inflation implique une croissance du crédit intérieur. Celui-ci devrait être comparé avec le financement du secteur privé et l'ajustement seront nécessaires pour rendre cohérente cette projection alternative. On pourrait réduire le déficit de finance publique qui pourra éventuellement se traduire par un recensement du déficit extérieur, c'est-à-dire une modification initiale des projections relatives aux exportations et aux importations.

Le déficit budgétaire de l'Etat est égal aux recettes publiques diminuées des dépenses publiques et est égal au montant que devra emprunter l'Etat pour financer ses politiques publiques.

4.1. Inflation

La dévalorisation de la gourde par rapport au dollar américain et la hausse continue du volume des importations le long de la période est un élément fondamental dans l'explication du niveau des prix en Haïti. En 2020, l'économie haïtienne a été au stade d'inflation rampante avec un taux de 2,5% et 2,4% en juillet. L'année subséquente, ce taux est passé de 3,4% sur la période allant d'octobre à 2021. Pendant les deux années d'après, il y eut une tendance inflationniste caractérisée par un taux d'inflation de 38,7% en septembre 2022 et se porter à 40,5% en Octobre et Novembre. Parallèlement, l'inflation mensuelle devrait atteindre 6,5% en septembre 2022, pour ensuite ralentir à 6% en Octobre 2022 et 4,7% en Octobre 2022.

En 2023, le taux d'inflation haïtien avait augmenté d'environ 43,6% par rapport à l'année précédente. Dépendant une recherche quantitative nous a permis de nous pencher sur les années antérieurement à l'étude. L'inflation fut négative en 1987, avec un taux négatif (-11%) puis, devient positive l'année suivante (4%). Le niveau des prix est à la hausse passant de 7% (1989) à 21% (1990) ; restant à un taux élevé, 19% en 1992, 30% en 1993 et 39% en 1994. Entre 1994 et 1999, la pente affichée par cet indice est décroissante. Le niveau des prix dépasse encore une fois la barre des 30% soit 39% exactement en 2003. L'inflation est un élément nocif pouvant déstabiliser l'économie. Ses effets sont nombreux non seulement au niveau micro mais au niveau macroéconomique. Au niveau micro, l'inflation pénalise les crédateurs, les détenteurs de monnaie, les exportateurs, les ménages et les salariés. Au niveau macro, l'inflation augmente en général le niveau des prix et le loyer. Elle fait hausser le taux de crédit et le niveau de la dette ; elle réduit les incitations à investir et l'efficacité des dépenses publiques.

4.2. Gestion des fonds publics

Les dépenses publiques sont l'ensemble des dépenses réalisées par les administrations publiques. Elles sont financées par les recettes publiques (impôts, taxes et cotisations sociales) et le déficit public. Nous n'invoquons pas les problèmes liés au fisc, car là il est surtout question de voir et de questionner l'efficacité des dépenses publiques. Pour ce faire, nous nous statuons sur l'allocation des ressources. Pour cette analyse, nous allons utiliser les chiffres sur les ressources allouées aux types de dépenses, à noter qu'il existe deux (2) types de dépenses publiques qui sont les dépenses courantes ou de fonctionnement et les dépenses d'investissements.

4.2.1. Evolution des dépenses publiques durant la période 2010-2023

Les dépenses publiques en Haïti ont modérément augmenté entre 1980 et 2010 pendant les 14 premières années de la période prise en compte. C'est à partir de 1995 que les dépenses croissent à un rythme plus important. Les investissements publics stimulant l'épargne domestique créent un environnement stable et propice aux investissements étrangers directs. Les données montrent que sa contribution dans le PIB haïtien est très faible, soit 2.21% entre 1980 et 1990, 1.17% entre 1990 et 2000 et 2.19 entre 2000 et 2010. Pendant ces trente années, les investissements publics ont accru de 1.85% en moyenne. Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement enregistrent de hausses considérables par rapport à celles d'investissements. Pendant la première moitié de l'échantillon, les dépenses courantes ont été plutôt stables avec de légères tendances à la hausse et à la baisse. Dans la deuxième moitié de la période, le volume de ces dépenses augmentent considérablement, passant de 3852.7 à 28258.95 millions de gourdes. Soit une hausse de 6.33%. Elles occupent une grande part dans le PIB national, environ 12% en moyenne.

Si on présente le niveau des dépenses publiques d'Haïti de 2012 à 2023 en part du produit intérieur brut, on peut citer:

En 2012 ,le niveau des dépenses publiques en pourcentage du PIB est de 16,44%, en 2013(15,88%),en 2014(14,63%), en 2015(12,75%), en 2016(10,55%), en 2017(10,23%), en 2018(11,26%),en 2019(9,59%),en 2020(10,02%),en 2021(9,31%),en 2022(8,32%) ,en 2023(8,03%).

Selon la statistica Research department qui publie ces données en 2025, cette statistique présente le ratio des dépenses publiques d'Haïti de 2012 à 2028, en part du produit intérieur brut (PIB). Le ratio des dépenses publiques au PIB en Haïti devrait augmenter de façon continue entre 2024 et 2028.

4.2.2. Les engagements non prise en comptes

Une administration trop gourmande nuit à la croissance. L'état haïtien depuis bon nombre d'années consacre beaucoup de fonds d'investissement au détriment des frais de fonctionnement. Pendant les trois dernières décennies, les écarts entre les deux variables s'intensifient. Les consommations publiques croissent de plus de 12% contre les 1.85\$ de l'investissement. La hausse des dépenses publiques crée un double effet sur l'économie.

1- La création de nouvelles institutions impliquant de nouveaux emplois est considérée comme une source de croissance et d'autre part, elles impliquent aussi de nouvelles dépenses qui sont en général destinées au fonctionnement, ces dépenses sont appelées investissements non-productifs. Cette hypothèse est vérifiée par l'économie haïtienne, car des institutions ont été nouvellement créées et ces dernières requièrent une quantité considérable de fonds pour leur fonctionnement.

2- La hausse des dépenses a un impact néfaste sur les déséquilibres budgétaires puisqu'elle a une influence négative sur le PIB ($G \uparrow = PIB \downarrow$ et $G \downarrow = PIB \uparrow$), elle fait augmenter les taux d'intérêt sur la dette extérieure et privée et peut engendrer la baisse de l'investissement privé.

Ainsi, on questionne la qualité des ressources, de voir si elles ont été globalement productives ou non. L'écart entre les deux variables (investissements et dépenses) et le niveau de la croissance de l'économie affiche des résultats qui vont dans le même sens. Il y a une hausse continue des dépenses publiques pendant que la croissance reste relativement très faible. Il ne faut non plus nier qu'une hausse des dépenses publiques n'est pas tout à fait défavorable à la croissance dépendamment de la qualité de l'allocation. Une administration trop grande ralentit la croissance, ce qui évoque les concepts rationalité, efficacité et efficience. Les dépenses de fonctionnement improductifs et ne créent aucune externalité positive durable sur la croissance de l'économie haïtienne. En peu de mots, parmi les contraintes à la croissance de l'économie haïtienne, la mauvaise allocation des fonds publics en est un.

4.3. Aide, Importation et dépendance

Il est estimé que le budget normal de l'état haïtien dépend à 60% de financements externes. Cette dépendance de financements publics s'est creusée : avant 2010, le budget dépendait à moins de 30% de ressources extérieures. La dépendance des finances publiques se conjugue à celles envers les importations et, dans une moindre mesure, envers l'aide en général, si bien qu'il convient de se demander qui dirige/décide quoi en Haïti ?

L'aide couvre en moyenne autour de 5% de la disponibilité alimentaire du pays (elle est montée à 8% en 2010, suite au séisme). En 2007, que ce soit en volume ou en valeur, plus de 60% de l'aide alimentaire provenait des États-Unis. De manière plus générale, dans un pays parfois qualifié de « République des ONG », il faut s'interroger sur les relations de pouvoir et de dépendance entre l'état haïtien et ces ONG sur leurs rôles respectifs. Le rapport de mars 2013 du FMI déjà cité ne poursuit-il pas, juste après avoir remarqué la tendance différente du reste des Caraïbes de la baisse des dépenses publiques dans le secteur de la santé à Haïti, en signalant : « Toutefois, une large part des soins de santé est fournie par les donateurs internationaux et les ONG spécialement depuis le tremblement de terre » ? Le FMI pointe-t-il, sous ce « toutefois », une coïncidence ou une stratégie basée sur une nouvelle division du travail entre l'Etat, le marché et les ONG ?

Entre 2010 et 2020, en termes monétaires, les exportations haïtiennes ont un peu moins que doublé, mais dans le même temps, les importations étaient multipliées par 4,6 (en termes de valeur économique), aggravant le déficit de la balance commerciale et accentuant la dépendance de l'économie du pays au commerce extérieur. En 2012, en valeur marchande, Haïti importait plus de cinq fois plus ce qu'elle exportait. Qui plus est, la nature de ces échanges a changé puisque jusqu'en 1980 l'agriculture représentait le premier poste d'exportation du pays, alors qu'en 2009 elle comptait pour moins de 7% des exportations. Haïti importe actuellement autour de 50 % de ses besoins alimentaires. Selon l'économiste Leslie Péan, « les dépenses pour les importations de produits alimentaires ont doublé entre 2001 et 2010, atteignant un sommet de 624 millions de dollars en 2008. Au cours de cette même décennie, les dépenses d'importation de produits alimentaires ont représenté une moyenne de 22% du total des importations ».

Ceux qui ont le plus profité de cette ouverture du marché haïtien sont les États-Unis et la République dominicaine. En 2012, ces deux pays concentraient plus de 65 % du total des échanges

commerciaux avec Haïti (comparé à 4,1% pour l'Union européenne). La République dominicaine et les États-Unis représentaient respectivement 36,5 et 25,3 % de toutes les importations du pays, et le second accaparait 83,6% du total des exportations d'Haïti (dont, en 2013, en valeurs monétaires, près de 95 % est composé de produits textiles). Quant à la République dominicaine, la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA) évoque « une décennie de conquête silencieuse du marché haïtien sans partage, sans entraves majeurs, sans négociations. Une capitulation totale de l'appareil productif national ». Ces échanges commerciaux ont en effet des caractéristiques communes. La balance commerciale est très négative pour Haïti – alors que ces pays pèsent très lourd sur son marché – et ces échanges sont très concentrés sur quelques produits primaires et/ou de sous-traitance, témoignant du fait que l'héritage colonial pèse encore lourdement sur l'économie haïtienne.

4.4. Le cycle conjoncturel

La conjoncture peut être définie comme la situation de l'économie observée à un moment donné sur une courte période, par opposition aux tendances dégagées sur une longue période. Au plan économique, l'évolution de la conjoncture s'apprécie au moyen des indicateurs statistiques tels que : Le taux de croissance économique ; Le taux d'inflation ; Le taux de change ; Le taux d'intérêt...

Les fluctuations de l'activité économique expliquent un grand nombre de variations du déficit budgétaire de l'Etat. Lorsque le rythme d'activité se ralentit, les revenus baissent et les gens paient moins d'impôts sur les revenus. De même, les profits diminuent et les entreprises paient moins d'impôts sur les bénéfices. Davantage de gens perçoivent des indemnités de chômage ou sont pris en charge par d'autres formes d'assistance sociale. Les dépenses publiques augmentent. Même sans une révision radicale de la législation régissant les dépenses et les recettes publiques, le déficit budgétaire augmente.

4.5. Financement externe au regard de la croissance de Solow

Financements externes disponibles, donnant lieu à un accroissement rapide de leur endettement en devises étrangères. L'interruption de ces flux a entraîné un ralentissement sévère de l'activité, de sorte que les déficits accumulés pendant la période de croissance par recours à l'endettement portaient en germe la menace d'une situation budgétaire insoutenable, alors même que les ratios de

dette publique pouvaient paraître modérés (à l'exception de la Hongrie) par rapport à ceux des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à haut revenu. Face à cette menace sur la soutenabilité des finances publiques dans une situation conjoncturelle dégradée soumise aux aléas des financements extérieurs, la question de l'ajustement budgétaire et de son effet sur la croissance se pose à nouveau avec acuité.

4.6. Équivalence Ricardienne

Du point de vue théorique, cette question est loin d'être établie. Ainsi, pour les partisans du principe d'équivalence ricardienne entre l'impôt et l'emprunt, les agents rationnels sont susceptibles d'être conscients qu'un déficit plus élevé aujourd'hui implique des impôts plus importants dans l'avenir, et peuvent accroître leur épargne en même temps que le gouvernement s'endette. De ce fait, les choix financiers des gouvernements sont contrecarrés par les ménages, et les déficits publics sont neutres sur l'activité économique. Cependant, les restrictions nécessaires au fonctionnement du « théorème » d'équivalence ricardienne (comme l'absence d'impôts distorsifs, de contraintes de liquidité ou d'illusion budgétaire de la part des ménages, par exemple) sont sévères, si bien que la plupart des modélisations macro-économiques sortent de ce cadre par trop irréaliste. Dans les modèles de croissance « exogène » à la Solow, même si les déficits budgétaires peuvent exercer un impact négatif durant la dynamique transitoire, ils n'affectent pas la croissance à long terme, puisque celle-ci ne dépend que du progrès technique et du rythme de croissance de la population active, qui est considérés comme exogènes. Les modèles de croissance « endogène », dans lesquels les politiques économiques peuvent éventuellement exercer un impact durable (ou même permanent) sur la croissance, sont plus propices à la mise en évidence de non-neutralités dans la politique financière des États.

4.7. L'effet des déficits budgétaires

Dans ces modèles, deux scénarios peuvent être envisagés en ce qui concerne l'effet des déficits publics à long terme. Dans le premier scénario, les déficits plus élevés aujourd'hui conduisent à une dette plus importante demain, et l'alourdissement de la charge de la dette exerce un effet d'éviction sur le taux de croissance à l'état stationnaire. Le second scénario défend l'idée contraire qu'un déficit plus élevé aujourd'hui peut procurer des ressources pour financer des dépenses publiques productives (comme l'investissement en infrastructures) pouvant élever le sentier de croissance.

Sur le plan empirique, les résultats sont moins bien établis. Si l'impact négatif des déficits budgétaires sur la croissance à long terme a été documenté dans plusieurs études, il n'existe pas de preuve empirique solide qu'une dette publique élevée provoque une croissance plus faible en Haïti.

De surcroît, même s'il existe une corrélation négative entre les mouvements du ratio d'endettement public et ceux de l'activité économique, cette corrélation pourrait provenir principalement du fait qu'une expansion économique réduit mécaniquement le rapport dette sur PIB.

Notre analyse fait apparaître que les déficits exercent un impact positif sur la croissance, favorable à l'approche « keynésienne » traditionnelle, mais que cet effet peut se retourner et devenir négatif lorsque la dette publique dépasse un certain seuil.

D'après la théorie keynésienne, une réduction des dépenses publiques produit une chute amplifiée de l'activité, par l'effet multiplicateur dû à la chute associée de la consommation. Dans un monde ricardien, au contraire, la baisse des dépenses publiques est exactement compensée par un accroissement proportionnel de la consommation, puisque la valeur actualisée des prélèvements fiscaux anticipés par le ménage diminue ; l'effet est donc nul sur l'activité. En conséquence, il faudrait réduire les déficits en cas d'excès de demande (conjoncture classique) mais les laisser augmenter en cas d'excès d'offre (conjoncture keynésienne), toute tentative d'assainissement budgétaire en période de récession risquant de provoquer un cercle vicieux et de se révéler infructueuse.

L'examen des données ne permet cependant pas d'entériner ce point de vue, puisque la réduction des déficits publics ne semble pas avoir d'influence très marquée sur les performances de croissance.

L'investissement et la croissance se sont fortement améliorés. Bien qu'Haïti ait pu connaître des chocs spécifiques, par l'ampleur de la croissance ayant suivi l'ajustement budgétaire, ces épisodes semblent à la fois contredire les hypothèses keynésiennes et ricardiennes, et demeurent mystérieux à bien des égards.

Depuis le milieu des années 1990, une abondante littérature empirique s'est alors consacrée à l'examen des épisodes de « forts » ajustements budgétaires, pour tenter d'identifier des effets « anti-keynesien. Dans les cas typiques, une consolidation budgétaire donne lieu à une accélération de la

croissance, et la réaction contre-intuitive de l'activité proviendrait des anticipations des agents privés sur l'évolution future des finances publiques.

Même si les conditions monétaires ont pu jouer un grand rôle dans les expériences d'assainissement budgétaire, les épisodes les plus marqués restent mystérieux, notamment au regard du comportement de consommation. Ainsi, dans leur examen minutieux des ajustements budgétaires de grande ampleur, nombreux sont les auteurs qui mettent en évidence l'importance des conditions initiales (ces ajustements répondent en général à une forte dégradation des finances publiques), et montrent que le comportement d'épargne des ménages est nettement corrélé avec l'effet des ajustements sur la croissance : la fonction de consommation semble devenir instable au moment des ajustements budgétaires.

Par quels mécanismes l'effet du déficit budgétaire sur la croissance peut-il s'inverser ? La plupart des explications reposent sur des effets de seuil exercés par la dette publique.

4.8. Les effets de seuil

4.8.1. Les deux premiers mécanismes

Le premier mécanisme, traditionnel, passe par le canal du taux d'intérêt, qui permet d'isoler les effets d'éviction du déficit budgétaire. Si l'accroissement des déficits publics entraîne une ponction sur l'épargne privée, les taux d'intérêts augmentent et évincent l'investissement privé. L'effet net sur la demande globale peut rester positif pour des niveaux faibles de dette publique, mais devenir négatif si ces niveaux dépassent un certain seuil. Ce canal dépend néanmoins des hypothèses de comportement des ménages et de la banque centrale. Si les ménages ont un comportement ricardien, les déficits n'ont pas d'impact sur le taux d'intérêt, puisqu'ils sont exactement compensés par un mouvement de même sens de l'épargne privée. On peut cependant admettre, que, si la dette publique atteint un niveau élevé, les agents peuvent anticiper les procédures de liquidation future de la dette, soit par défaut souverain, soit par financement monétaire (et inflation), ou encore par un plan d'ajustement majeur des finances publiques dans le futur. Ils réclament donc une prime de risque pour accepter de détenir des titres de long terme.

Être amplifié par le comportement de la banque centrale, qui, en situation de dette publique élevée, peut être incitée à augmenter le taux d'intérêt pour décourager les autorités budgétaires de pratiquer une politique expansionniste. Une baisse des déficits publics réduit alors le risque associé à la

liquidation future, ce qui peut se traduire par une diminution immédiate du taux long, avec un effet expansionniste sur la demande.

Le deuxième mécanisme passe par l'investissement. En premier lieu, si l'augmentation du déficit stimule la demande courante, elle risque également de se traduire par des mesures correctrices demain, qui exerceront un effet dépressif. L'effet net sur l'investissement privé dépendra de la somme de ces deux impacts, qui peut devenir négative en situation de dette publique élevée. En deuxième lieu, l'investissement dépend de la rentabilité des entreprises, qui est négativement liée aux salaires. La réduction des dépenses publiques peut entraîner une baisse des salaires, notamment s'il s'agit d'une réduction de la masse salariale dans l'emploi public (soit parce que la réduction des salaires des fonctionnaires se transmet dans l'économie, soit parce que la baisse de l'emploi public fait augmenter le chômage, ce qui exerce une pression à la baisse sur les revendications salariales dans tous les secteurs). C'est pourquoi les ajustements budgétaires ont plus de chances de réussir s'ils portent sur la baisse des dépenses publiques, et en particulier sur la masse salariale publique, que s'ils impliquent un accroissement des prélèvements. De surcroît, la baisse des dépenses publiques peut permettre de réduire la fiscalité portant sur le travail, ce qui est favorable à l'emploi, si l'on accepte que les dépenses de transfert peuvent être assurées de manière plus efficace par recours au système privé ou par des financements portant sur des bases plus larges que le travail.

C'est d'ailleurs l'évolution de l'investissement plutôt que celle de la consommation qui semble caractériser les épisodes anti-keynésiens. D'après ces auteurs néanmoins, les périodes d'expansion de l'investissement peuvent coïncider avec des consolidations budgétaires pour d'autres raisons, comme la baisse des taux d'intérêt ou la dépréciation de taux de change.

4.8.2. Les deux derniers mécanismes

Le troisième mécanisme a fait l'objet d'une attention particulière dans la littérature sur les ajustements budgétaires anti-keynésiens. Il s'agit de la réaction de la consommation des ménages. La baisse des dépenses publiques peut, en effet, induire des anticipations de baisse des impôts qui augmentent le revenu anticipé des ménages. Par ailleurs, la baisse anticipée des impôts peut laisser penser que les5 Tout dépend, pourtant, de la façon dont est conçu le policy mix, puisqu'un mécanisme peut jouer en sens inverse, si un niveau de dette publique élevé conduit les ménages à

anticiper que l'État sera obligé de pratiquer une politique budgétaire restrictive demain, que la politique monétaire devra compenser par une baisse des taux d'intérêt de court terme.

Dans ce cadre, une hausse des dépenses publiques a d'autant plus de chances d'exercer un impact défavorable sur la demande globale que les ménages anticipent qu'elle sera durable et que les augmentations d'impôts associées auront des effets néfastes sur la production.

À la limite, lorsque la situation financière de l'État devient critique, avec des finances publiques très dégradées, le comportement des ménages peut remodeler brutalement. À partir d'un certain seuil de dette publique, les agents anticipent l'imminence d'un ajustement important, et épargnent en conséquence. Lorsque l'ajustement a lieu, l'hypothèque d'insolvabilité est levée et les ménages puisent massivement dans leur épargne pour consommer.

Le comportement des ménages est keynésien pour de faibles niveaux de dette (ils anticipent que les ajustements reposeront sur les générations futures), mais devient de plus en plus anti-keynésien au fur et à mesure que l'endettement public augmente et que s'accroît la probabilité que l'ajustement repose sur la génération présente, c'est-à-dire eux-mêmes. L'économie réagira alors de manière opposée aux mêmes chocs budgétaires en fonction de la situation initiale des finances publiques.

Le quatrième mécanisme porte sur un effet de composition des dépenses publiques. Effectivement, les ajustements budgétaires n'affectent pas de la même manière toutes les composantes de la dépense publique. Dans la mesure où il est difficile de réduire les dépenses de fonctionnement ou de transfert (comme les salaires) ou d'augmenter les impôts,

Les dépenses d'investissement peuvent constituer la variable d'ajustement. Une réduction des programmes d'investissement public peut se révéler moins coûteuse politiquement qu'une augmentation des impôts ou une compression des dépenses non productives. Même si les gouvernements sont « vertueux » et ne financent par emprunt que les seules dépenses d'investissement, l'augmentation de la charge de la dette consécutive au financement par déficit exerce une pression à la baisse sur les dépenses de transfert ou « de consommation ». Or, il existe une borne minimale à ces dépenses (pouvant être nulle). Une fois cette borne atteinte, ce sont les dépenses d'investissement qui se trouvent évincées par la charge de la dette, si bien que la relation entre le déficit public et les dépenses d'investissement (ou la croissance) devient négative. On

parvient ainsi à établir l'existence de deux régimes de finance publique, en fonction du poids de la dette publique dans le revenu national. Lorsque la dette publique est faible, l'impact du déficit est positif, car la charge de la dette peut être absorbée par une diminution des dépenses improductives. Lorsque la dette est très élevée, en revanche, il n'est plus possible de réduire les dépenses de consommation, et l'ajustement s'opère par les dépenses d'investissement.

Qu'il s'agisse du fonctionnement traditionnel des modèles néokéynésiens, des changements d'anticipations des modèles ricardiens ou anti-keynésien ou des effets de composition des dépenses publiques, ces mécanismes suggèrent que l'impact des déficits budgétaires sur la croissance pourrait être fortement conditionné par le niveau d'endettement public, le signe de la relation entre déficit public et croissance s'inversant lorsque la dette publique dépasse un certain seuil.

Ces défis ont exigé une forte intervention des États, avec des dépenses importantes, de sorte que, même si la taille des États, mesurée par leurs dépenses ou leurs recettes, est inférieure, en moyenne, à celle des économies avancées, son taux de croissance a été plus rapide. Il en est de même du ratio d'endettement public au PIB, avec un taux de croissance de la dette publique suffisamment élevé pour que des mesures d'ajustement paraissent nécessaires, en dépit du fait que la dette publique ne représente, dans la majorité des pays, qu'une part modeste du revenu national.

Dans de nombreux pays, les politiques budgétaires sont contraintes par des mécanismes institutionnels nationaux et internationaux (Fonds monétaire international (FMI), Union européenne, Pacte de stabilité et de croissance) qui limitent les déficits et les dettes publiques. Malgré ces contraintes, certains pays ont vu leurs finances publiques se dégrader depuis l'an 2015, à la suite de la crise économique et financière mondiale.

4.9. Financement des déficits budgétaires

Dans ce contexte, la dette publique connaît une croissance très rapide dans la zone, à l'exception de Cuba et Porto-Rico sous l'effet d'une contrainte budgétaire stricte.

En 1999, la BRH a financé le déficit budgétaire à l'ordre de **1,151** millions de gourde, un montant proche de la limite de financement prévue par la loi du 17 août 1979 portant création de la BRH. Ce financement est passé à environ **2.8** milliards de gourde 2004. Le Graphe 3 ci-dessous, nous montre l'augmentation continue de la masse monétaire. Elle est passée de **9,451.05** millions de

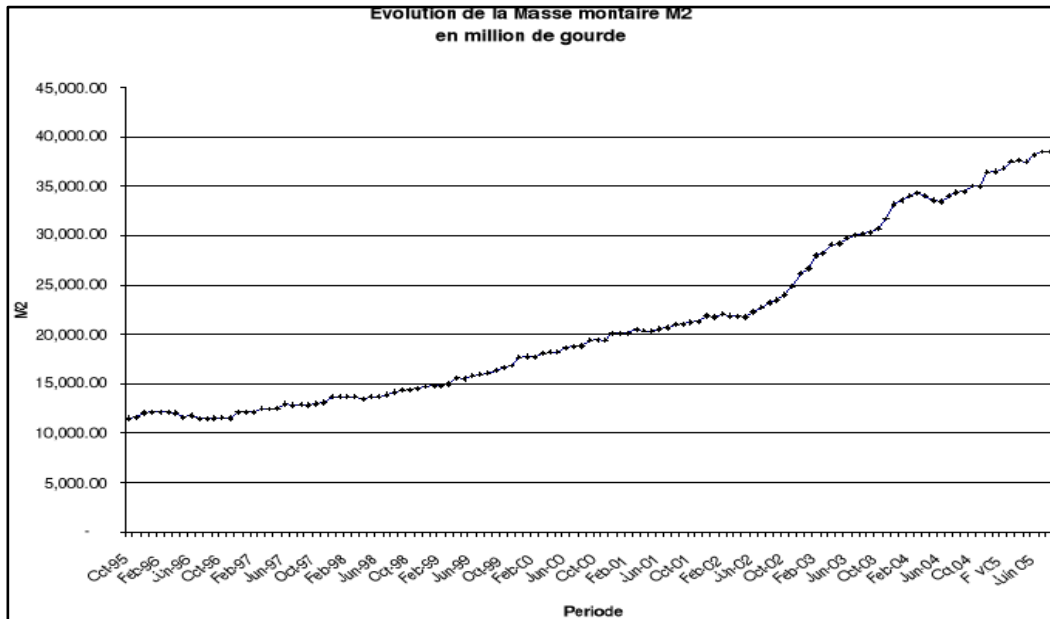
gourdes en septembre 2004 à **38,838.64** millions en septembre 2005. Cette décision de la part des autorités monétaires de toujours financer le déficit budgétaire, contribue à la croissance de la masse monétaire, donc une augmentation de la demande globale. Cette demande globale si elle n'est pas compensée par une augmentation de la production nationale, engendrera automatiquement une pression sur les prix, sur les importations et sur le taux de change.

Ainsi, le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 05 Août 2010 un don de 30 millions de dollars qui permettra à Haïti d'éliminer son déficit budgétaire et soutiendra les efforts du gouvernement visant à renforcer la transparence et la responsabilisation dans le secteur public.

Telle est notre situation en Haïti, l'offre de monnaie ne cesse pas d'augmenter, comme on a vu dans les lignes précédentes la production diminue d'année en année, ce qui engendre une poussée de l'inflation et la perte de la valeur de la gourde.

Graphique 1

Source : BRH



Faisons une analyse de la politique monétaire au regard des déficits budgétaires durant la période sous étude.

La conduite de la politique monétaire durant la période sous étude, a été dominée par le souci d'un contrôle efficace des pressions inflationnistes et de la masse monétaire.

Cette politique s'est exprimée à travers la mise en œuvre des instruments contrôlables par la Banque de la République d'Haïti (BRH). Elle a utilisé des instruments tels que : Les taux de réserves obligatoires, la politique du taux d'intérêt. Mais l'inefficacité de ces instruments face à la conjoncture socioéconomique qui se dégrade, a poussé la Banque centrale à utiliser d'autres instruments. C'est en ce sens qu'elle a introduit en 1996 « *les Bons* », appelé Bon BRH. C'est un instrument de reprise de liquidité du système bancaire. Un autre instrument a été entamé, celui de l'intervention de la Banque Centrale sur le marché des changes (open market), afin de lisser les fluctuations du cours de change et de stériliser une partie du surplus de gourde en circulation.

Signalons d'une part que les interventions de la BRH sont passées par deux étapes. D'une part, de 1997 à 2000, elles ont été utilisées pour stabiliser le taux de change et réduire sa volatilité. D'autre part, depuis 2001 elles visent la reconstruction des réserves nettes de change de la BRH.

A.1.- Sous période 1995 - 1996

Cette période a été précédée d'une période très critique dans l'histoire de la vie économique du pays, la BRH s'est évertuée à mener sa gestion de façon à donner à la devise nationale une progression permettant d'assurer une stabilité des prix et du taux de change. Mais, pour des raisons conjoncturelles et politiques la BRH n'a pas toujours été en mesure de réagir à temps à des fluctuations du cours du change et des prix. C'est pour cela qu'on a enregistré pour cette période, un taux d'inflation et un taux de change très élevés. Mais avec le retour à l'ordre constitutionnel, la sphère politique et la pression de l'international étaient moindres, elle accordait une attention soutenue aux fluctuations du cours du change sans pour autant répondre du tac au tac aux variations des indicateurs économiques. Poursuivant une politique monétaire similaire pendant les deux années, elle s'évertuait notamment de contenir les anticipations de dépréciation de la gourde par une stabilité du taux de change et réduire l'inflation. En utilisant les taux de réserves obligatoires et les interventions de la BRH sur le marché des changes, on a eu de bons résultats. Le taux de change est passé de **15.53 %** en septembre 1995 contre **17.80 %** en septembre 1994 et à **16.69 %** en septembre 1997.

A.2.- Sous période 1997 - 2000

Cette période a été très intéressante dans l'histoire de la politique monétaire haïtienne, plus précisément au début de l'exercice 1997. Un instrument nouvel a été utilisé, en l'occurrence la création des bons BRH, par la BRH. Ces bons allaient être considérés comme un instrument de reprise de liquidité à court terme du système bancaire. Cette mesure visait de produire un double effet, d'une part il s'agissait de substituer progressivement les bons aux réserves obligatoires pour signifier que la banque voulait rompre avec la politique de répression financière qui avait prévalu durant les années antérieures. D'autre part, il était donné aux opérateurs économiques le signal d'un engagement de la BRH envers le développement du marché interbancaire. L'utilisation des bons BRH a permis à la banque centrale de se doter d'un instrument de contrôle indirect de la masse monétaire.

Malgré ce nouvel instrument, la banque centrale avait fait usage des interventions sur le marché des changes. On a obtenu comme résultats : le taux d'inflation en glissement annuel est passé de **17.10 %** en 1996 à **16.95 %** en 1998, **9.92 %** en 1999 et pour remonter à **15.32 %** en 2000^{31(*)}. De même, l'effort de stabilisation a été payant jusqu'en septembre 1999 où la gourde s'échangeait à **16,95 Gdes** pour un dollar EU, pour atteindre **28.33** gourdes en septembre 2000.

A.3.- Sous période 2000 - 2005

Cette période a été entravée par des difficultés de tout genre, en particulier, les séquelles des élections de mai 2000 qui ont engendré des tensions politiques et sociales et des problèmes économiques au sein de la société. De ce fait, les autorités monétaires avaient pour objectif la réduction du financement du déficit public, la maîtrise et le maintien des taux d'inflation et de change dans un certain intervalle. De plus, sous la contrainte du FMI, l'obligation leur était faite de procéder à la reconstitution des réserves nettes de change de la BRH. Ainsi, les bons BRH devient

l'instrument privilégié de la banque centrale depuis 2001. Les coefficients de réserves obligatoires sur les passifs des banques et les interventions sur le marché des changes^{32(*)} ont été aussi utilisés.

On a eu comme résultats, un taux d'inflation de **42.46 %** en fin d'exercice 2002 - 2003, **22.53 %** en 2003-2004 et **14.84 %** pour l'exercice suivant (Voir graphique 4). Le marché des changes a été stabilisé autour de 43 gdes pour un dollar EU.

La masse monétaire en circulation est un agrégat doté d'une extrême importance pour les autorités monétaires, car son expansion est source de tension inflationniste. Cette analyse de l'évolution de la masse monétaire nous a permis de voir son lien avec l'inflation et le taux de change.

4.10. Relation entre déficit budgétaire et déficit du compte

La relation entre le déficit budgétaire et celui du déficit du compte courant est connue sous le nom de “déficits jumeaux”. On parle de déficits jumeaux quand une hausse du déficit budgétaire provoque une augmentation du déficit du compte courant. L'étude des déficits jumeaux a fait l'objet de nombreux travaux théoriques et empiriques et a connu un regain d'intérêt dans les années quatre-vingt suite à la hausse simultanée de ces deux déficits en Haïti, et leur effet sur les autres économies mondiales.

L'objectif est d'analyser théoriquement et dans un premier point la relation entre le taux de change, le déficit budgétaire et le déficit du compte courant et la nature de cette relation. Autrement dit ; est ce que c'est le déficit budgétaire qui impacte le compte courant ou l'inverse ?

Il y a dans ce cas trois points majeurs : elles concernent une présentation des approches théoriques et des vérifications empiriques de l'hypothèse des déficits jumeaux, une analyse des indicateurs des secteurs interne et externe du Maroc, et enfin l'étude empirique de la relation entre le taux de change, le déficit budgétaire, et celui du compte courant.

4.10.1. Approches par les comptes nationaux :

Pour exprimer la relation entre le déficit budgétaire et celui du compte courant dans une économie ouverte, nous considérons l'identité de la comptabilité nationale dans une situation d'équilibre macroéconomique suivante :

$$Y = C+I+G+X-M$$

Et $Y = C+S+T$

Où C est la consommation, I est L'investissement, G sont les dépenses

Publiques, X est l'exportation, M est L'importation, S est l'épargne et T sont les

Recettes publiques.

Après substitution, l'équation 1.2 devient :

$$CA = DB + SI$$

Dans cette dernière équation, nous considérons que la balance courante des paiements (CA) est réduite et correspond à la balance commerciale (X-M), DB est le déficit budgétaire (T-G), et que SI est l'écart de entre l'épargne et l'investissement (S-I).

Nous exprimons CA par :

$$CA = Y - (C+I+G)$$

Où C+I+G représente l'absorption.

Dans une économie ouverte, nous pouvons écrire :

$$S = I + CA \quad \text{donc} \quad CA = S - I$$

On considère que l'épargne S est égale à la somme de l'épargne privée S_p et l'épargne publique S_g et que l'investissement I est égal à la somme des investissements privés I_p et des investissements publics I_g (Fidrmuc. J., 2003).

$$CA = S_p + S_g - I_p - I_g$$

D'après cette équation, la balance courante est déterminée par le niveau de l'épargne privée et l'investissement privé et elle est déterminée aussi par le niveau de l'épargne et l'investissement publics.

Egalement, on peut conclure que la balance courante est reliée à la balance budgétaire, ce qui est expliqué par la composition de l'épargne totale, car l'épargne privée est la différence entre le revenu disponible et la consommation finale $S_p = Y - T - C$. Pour l'épargne publique, elle est écrite comme suit : $S_g = T - G$, c'est la différence entre les recettes publiques et les dépenses publiques. Le solde de l'épargne publique représente le déficit budgétaire si $T < G$.

Dans l'équation 1.5, nous pouvons remplacer l'épargne totale S par la somme de l'épargne privée S_p et l'épargne publique S_g .

L'équation devient :

$$S_p + T - G = I + CA$$

La relation entre la balance courante et la balance budgétaire devient :

$$CA = (S_p - I) + (T - G)$$

Cette équation montre que la balance courante ou le solde financier externe est déterminée par la somme du solde financier privé ($S_p - I$) et le solde financier public ($T - G$).

Il en résulte que la hausse du déficit budgétaire s'accompagne par la hausse du déficit de la balance courante. Si la balance ($S_p - I$) reste stable durant tout le temps, le changement au niveau de solde budgétaire peut changer le solde de la balance courante d'un montant quasi-identique, ce qui signifie qu'il existe une relation causale entre le secteur public interne et le secteur externe, mais ceci n'est valable que sous l'hypothèse de rationalité du secteur privé, selon laquelle le solde financier ($S_p - I$) est généralement stable et tend vers une valeur constante à long terme (Mansouri. B., 2003).

Il en résulte que l'approche comptable de la balance des paiements a des limites parce que même s'il y a une relation comptable entre les trois soldes, cela ne renseigne plus la direction exacte de causalité entre le solde budgétaire et le solde externe. Par exemple, une réduction du déficit budgétaire ne provoque pas toujours une amélioration du solde de la balance courante (Sobrino. C.R., 2013). Il convient d'ajouter aussi que cette approche n'intègre pas dans son analyse les effets de la mobilité de capitaux étrangers, et elle ne prend pas en considération les régimes de change adoptés par les gouvernements.

4.10.2. Approches théoriques

Plusieurs approches ont expliqué la relation entre les deux déficits. Selon Le modèle du Mundell-Fleming (1963 ; 1962), une augmentation du déficit budgétaire dû à une augmentation des dépenses publiques ou une réduction des impôts entraîne la hausse du revenu et du taux d'intérêt, et par conséquent les importations et l'entrée des capitaux augmentent. Mais l'entrée des capitaux entraîne, à son tour, une demande excédentaire de la monnaie nationale qui cause l'appréciation du taux de change.

Du fait de l'augmentation du revenu national, les importations augmentent aussi et cela entraîne la détérioration de la balance courante. Mais compte tenu que cette augmentation engendre également une hausse de l'épargne privée, la réaction du déficit du compte courant au

changement du solde budgétaire sera partielle, et le déficit budgétaire sera financé à la fois par l'épargne étrangère et par l'épargne privée.

La théorie de l'équivalence ricardienne explique que la relation entre le déficit budgétaire et celui du compte courant n'est pas fortement confirmée. Cette théorie est développée par Barro (1974). Pour lui, sous certaines conditions, les changements au niveau du déficit budgétaire n'a pas d'effet réel sur l'économie. Pour Barro(1989), la politique budgétaire expansionniste, qui s'accompagne par la hausse du déficit budgétaire, n'affecte pas la demande intérieure, tandis que les dépenses publiques augmentent, les consommateurs intègrent la hausse de la dette publique dans leur calcul et anticipent¹ la hausse prévue des impôts. Donc ils épargnent.

Selon l'hypothèse des anticipations rationnelles, Barro (1989) a expliqué la relation entre l'épargne publique et celle privée. Pour lui, la baisse de l'épargne publique est entièrement compensée par la hausse de l'épargne privée, ce qui provoque une épargne en prévision de la future hausse des impôts. Même en cas du déficit budgétaire, l'épargne privée excède les investissements. Par conséquent, le déficit budgétaire n'a pas d'impact sur le compte courant, parce que la hausse du déficit budgétaire est entièrement compensée par l'amélioration du solde ($S_p - I_p$). Ainsi, la politique budgétaire expansionniste n'influence pas le compte courant, parce que la hausse de l'épargne privée ne nécessite pas d'emprunter à l'étranger.

4.10.3. Investigations empiriques sur les déficits jumeaux ou cousins :

Les études empiriques sur les déficits jumeaux ont été effectuées à l'aide de diverses méthodes économétriques pour plusieurs pays, et on peut classer ces études selon les résultats obtenus. Une première catégorie des études indique l'existence d'une relation qui va du déficit budgétaire vers le déficit du compte courant. On peut citer les études de : Piersanti(2000), Chinn et Prasad (2003), Altintas et Taban(2011), Kalou et Paleologou(2012), Saeed et Khan (2012). Cependant, Kim et Roubini (2008) ont étudié les effets de la politique budgétaire (représentée par les chocs budgétaires) sur le compte courant et le taux de change réel aux États-Unis pendant la période du régime de change flexible. Contrairement aux prédictions de la plupart des modèles théoriques, leurs résultats suggèrent qu'un choc expansionniste de la politique budgétaire, ou un choc du déficit budgétaire, améliore le compte courant et déprécie le taux de change réel. Aussi, Ratha (2011) a conclu à l'existence des déficits jumeaux à court terme et l'absence de lien entre les deux déficits à long terme.

Une deuxième catégorie des études indique une relation inverse qui va du déficit de compte courant vers le déficit budgétaire, on peut citer par exemple : Makin et Narayan (2012) qui ont confirmé cette relation à travers des taux d'intérêt et du taux de change, Sobrino (2013), Khlili et al (2013), Marinheiro (2008).

La troisième catégorie des études montre qu'il n'existe aucune relation significative entre les deux déficits. Par exemple, Dewald et Ulam(1990), et Kaufmann et al (2002).

Pour le cas particulier du Maroc, les études effectuées sont différentes. Par exemple, Mansouri(2013) a analysé la relation entre le solde budgétaire et le taux de change réel en se basant sur le modèle à équations simultanées. Les résultats montrent qu'une détérioration du solde budgétaire entraîne une appréciation du taux de change réel.

Mansouri (2013) a montré aussi, dans une équation structurelle du taux de change réel, que ce dernier dépend des termes de l'échange et du solde courant de la balance des paiements. L'impact anticipé des termes de l'échange sur le taux de change réel est positif du fait qu'une augmentation des termes de l'échange augmente les revenus du secteur exportateur ainsi que la demande globale domestique, entraînant dès lors une hausse des prix intérieurs et donc une appréciation du taux de change réel.

Mansouri(2013) a posé, dans l'estimation de son modèle, comme principale hypothèse, que les déficits budgétaires accrus apprécient indirectement le taux de change réel. La raison renvoie au fait qu'un déficit courant de la balance des paiements, lui-même largement dû à l'accumulation des déficits budgétaires, équivaut à un excès de la demande domestique agrégée qui exerce des pressions à la hausse sur les prix intérieurs, d'où une appréciation du taux de change réel.

Benlamine Mokhtar (2015) a vérifié l'hypothèse des déficits jumeaux à travers une exploration des données statistiques s'étalant de 1980 à 2014. Il a précisé l'existence d'une relation de cause à effet unilatérale et retardée au sens de Granger du besoin de financement du Trésor au solde du compte courant. Il a rejeté l'existence d'une causalité instantanée entre les deux déficits. Mossadak (2013) a aussi examiné la relation entre le déficit budgétaire et le déficit du compte courant pour le cas du Maroc en utilisant des données annuelles du 1980 à 2012, il a trouvé une causalité de sens inverse, les deux derniers résultats trouvés pour le cas du Maroc sont expliqués par le choix des données et les techniques quantitatives utilisées.

4.11. Étude empirique

La théorie économique fournit de nombreuses explications sur les interrelations possibles entre le déficit de compte courant, le solde budgétaire, et le taux de change. Cependant, leur validité semble être une question empirique.

Nous étudions la nature des relations entre ces variables en employant un certain nombre de techniques économétriques. Tout d'abord, après la présentation des variables de cette étude et leurs propriétés statistiques, nous testons l'état stationnaire des variables en utilisant le test Augmented Dickey Fuller (ADF). Deuxièmement, nous testons la cointégration des variables en utilisant la méthode de Johansen. Ensuite, nous procédons avec la méthode Vector Autoregression (VAR) pour estimer la relation entre les variables d'intérêt. Ce modèle traite toutes les variables sur un pied d'égalité, et il n'y a pas de distinction entre les variables endogènes et exogènes. A partir du modèle VAR, nous dériverons la fonction de réponse impulsionnelle (IRF). Enfin, nous déterminerons les directions de Granger-causalité

4.11.1. Analyse des propriétés statistiques des séries

A. Analyse de corrélation

L'analyse de la corrélation entre les différentes variables indique l'existence d'une relation positive entre le solde du compte courant et le solde budgétaire (0,62), et aussi le taux de change et le solde du compte courant(0,41), de même entre la balance commerciale et le solde budgétaire (0,62)

B. Tests de stationnarité

La stationnarité des variables : solde budgétaire (SB), solde du compte courant (SCC) , balance commerciale et l'indice du taux de change (ITCER) a été testée à l'aide du test Augmented Dickey-Fuller (ADF). Le tableau suivant rapporte les résultats qui suggèrent le rejet de l'hypothèse nulle de racine unitaire de stationnarité pour toutes les variables au niveau. Cependant, toutes les variables étaient stationnaires à leurs premières différences.

B. Tests de cointégration

Les résultats des tests de trace sont rapportés dans ce qui suit. Ils suggèrent l'acceptation de l'hypothèse nulle de non cointégration au niveau de 5%. Cela signifie que pour le premier modèle, le solde budgétaire, le compte courant et le taux de change ne sont pas cointégrés et qu'il n'existe pas de combinaison linéaire stationnaire entre les variables. Cependant, nous estimons un modèle VAR et nous analysons la dynamique de chaque variable après un choc de l'autre.

D .Estimation du modèle VAR et réponses impulsionnelles

La fonction des réponses impulsionnelles FRI (Impulse responses function) est une autre façon de vérifier la relation entre les variables étudiées, car elle explique en particulier comment un choc dans l'une de ces variables affecterait la valeur de l'autre variable. Tout d'abord, on estime le modèle VAR qui comprend toutes les variables en première différence, qui aident à estimer les chocs à chaque variable. Sur cette base, la FRI peut être construite. La fonction de réponses impulsionnelles trace l'effet d'un choc unique sur l'une des innovations sur les valeurs actuelles et futures des variables endogènes.

Un choc négatif au compte courant génère un accroissement du déficit budgétaire. Ce résultat confirme une relation causale qui va du compte courant vers le solde budgétaire.

Concernant les réponses du compte courant et du solde budgétaire aux chocs du taux de change effectif réel, le solde du compte courant réagit positivement, et le solde budgétaire réagit négativement mais l'effet dans ce sens est faible. Par contre, l'effet du choc du déficit budgétaire sur le taux de change est positif, ce qui explique que l'augmentation du déficit budgétaire est accompagnée par une appréciation du taux de change.

1.1 Test de causalité :

Le test de causalité Granger révèle que l'orientation de la causalité unidirectionnelle passe du compte courant au solde budgétaire et une relation bidirectionnelle entre la balance commerciale et le déficit budgétaire.

CONCLUSION

Dans cette partie, on a estimé le modèle VAR dans le cas du Maroc en utilisant des séries temporelles de la période 1980-2015. L'analyse statistique des indicateurs du secteur externe et l'étude de la causalité montre que la détérioration de la balance commerciale a un effet positif et direct sur le solde du compte courant.

Les résultats de l'étude empirique de la relation entre les déficits de la balance courante ou le solde du compte courant et les déficits budgétaires avec le taux de change effectif réel ont montré qu'il y a corrélation positive entre le solde du compte courant et le solde budgétaire, et que le premier cause le deuxième, ce qui est connu par déficits cousins.

Aussi, l'analyse des fonctions impulsionnelle a indiqué que le solde du compte courant réagit positivement au choc du taux de taux de change, et le solde budgétaire réagit négativement mais l'effet dans ce sens est faible. Par contre l'effet du choc du déficit budgétaire sur le taux de change est positif, ce qui explique que l'augmentation du déficit budgétaire est accompagnée par une appréciation du taux de change.

CHAPITRE V

PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES

INTRODUCTION

A l'intérieur du régime de taxation global, les particuliers constituent la catégorie de contribuable la plus importante, prenant directement à leur charge plus de deux tiers des impôts municipaux et autres. Chaque contribuable doit payer sa juste part an taxes et en impôts pour financer les dépenses du gouvernement, mais il n'est pas facile de déterminer ce que doit être sa juste part. En pratique, les gouvernements s'inspirent de deux approches pour déterminer la condition du particulier au financement des dépenses de l'Etat.

Une première approche consiste à exiger de chacun une contribution nette qui soit fonction des bénéfices qu'il reçoit de l'Etat. La taxation selon les bénéfices reçus trouve une application partielle dans le financement des services particuliers comme le service routier, le transport en commun, etc.

Une seconde approche concerne plutôt la capacité de payer. Le principe d'équité horizontale qui s'y rattache signifie que des personnes dont le niveau de bien être est identique et doivent se retrouver avec un niveau de bien être identique après taxation.

5.1. La politique budgétaire et le taux de change

La politique c'est un choix du volume des dépenses publiques, utilisation du déficit budgétaire ou application de la règle de l'équilibre, structure des dépenses par fonctions régaliennes. Quand l'Etat fait un surplus budgétaire, il diminue sa dette, quand il fait un déficit, il augmente sa dette. La dette publique qui résulte des déficits n'est pas un critère de bonne ou de mauvaise administration non plus. La dette se juge comme le surplus ou le déficit budgétaire, en fonction des circonstances. Par contre la dette publique permet à l'Etat d'exercer beaucoup plus efficace sur les fluctuations économiques. Comme tous les autres prix, le taux de change de la monnaie nationale augmente si la demande pour cette monnaie et il diminue si c'est l'offre de cette monnaie qui s'accroît. La monnaie est constituée de la balance des paiements qui portent le signe positif, c'est-à-dire les exportations de biens et services, les investissements directs en Haïti et les emprunts auprès de l'étranger. L'offre de monnaie est constituée de son cote, de tous les postes de paiement qui portent le signe négatif, c'est-à-dire les importations de biens et services, l'investissement direct à l'étranger et les prêts à l'étranger. Il s'ensuit que le taux de change de⁴ la monnaie varie sous l'influence de tous les facteurs qui agissent chacun sur la balance des postes de paiement. Une hausse du prix des produits en réduisant les exportations et en augmentant les importations, a pour effet d'abaisser le taux de change ; enfin, une augmentation du revenu

national, qui se traduit d'ordinaire par une augmentation des importations, fait baisser le taux de change. L'Etat établit le plus souvent un contrôle du taux de change (c'est un contrôle de prix), ce qui entraîne souvent ensuite à adopter des mesures complémentaires pour modifier les composantes de la demande ou de l'offre de la monnaie nationale, c'est-à-dire pour agir directement sur la balance des paiements. Quand l'Etat fixe d'autorité le taux de change de la monnaie, on se trouve en régime du taux de change fixe, quant au contraire le taux de change varie au gré des forces du marché, on dit que le taux est libre ou fluctuant.

Dans le cas d'Haïti, les importations sont supérieures aux exportations, qui a pour effet d'afficher une balance commerciale négative et une diminution du taux de change. Comme les dépenses de l'Etat sont supérieures aux recettes de l'Etat, ça provoque un déficit budgétaire. L'Etat haïtien face à une carence de financement, il ne peut pas financer la production pour augmenter le niveau du PIB haïtien. Le déficit budgétaire agit d'une manière négative sur le taux de change en Haïti, la raison est simple. Les taux de change flottants et fixes ont chacun leurs avantages, les premiers permettent aux autorités monétaires de poursuivre d'autres objectifs que la stabilité du taux de change. Les taux de change réduisent l'incertitude entourant les transactions internationales. Cependant, un régime du taux de change fixe peut faire l'objet d'attaques spéculatives si les investisseurs internationaux pensent que la banque centrale ne dispose que de réserves de diverses suffisantes pour défendre le taux de change fixe.

La politique budgétaire concerne le choix menée par l'Etat en matière de fixation des niveaux de dépenses et des recettes restent le véritable instrument pour pouvoir résister face au régime du taux de change flexible. Selon le modèle de Mundell-Fleming, la politique budgétaire n'influence pas le revenu agrégé en régime de taux de change flottants. Suite à une expansion budgétaire, la monnaie s'apprécie, ce qui réduit les exportations nettes et compense l'impact expansionniste habituel sur le revenu agrégé. La politique budgétaire, par contre, a un impact sur le revenu agrégé dans le cadre des régimes des taux de change fixe. Les dépenses gouvernementales importantes n'ont jamais été fluctueuses pour l'économie d'un pays. Cette étude a examiné la relation entre le taux de change, le déficit du compte courant, et le déficit budgétaire pour le Maroc en utilisant les données annuelles de la période (1980- 2015). Pour analyser la nature de cette relation, on a estimé un modèle VAR et des fonctions de réponse impulsionnelle, et on a testé la causalité entre les variables. Le test de causalité a montré que la direction de la causalité va du compte courant au solde budgétaire (déficits cousins). En outre, les résultats de ce document ont montré que le solde du compte courant réagit

positivement au choc du taux de change, et le solde budgétaire réagit négativement mais l'effet dans ce sens est faible. Par contre l'effet du choc du déficit budgétaire sur le taux de change est positif, ce qui explique que l'augmentation du déficit budgétaire est accompagnée par une appréciation du taux de change. La relation entre le déficit budgétaire et celui du déficit du compte courant est connue sous le nom de "déficits jumeaux". On parle de déficits jumeaux quand une hausse du déficit budgétaire provoque une augmentation du déficit du compte courant. L'étude des déficits jumeaux a fait l'objet de nombreux travaux théoriques et empiriques et a connu un regain d'intérêt dans les années quatre-vingt suite à la hausse simultanée de ces deux déficits aux États-Unis, et leur effet sur les autres économies mondiales. L'objectif de cette étude est d'analyser théoriquement et dans un premier point la relation entre le taux de change, le déficit budgétaire et le déficit du compte courant et la nature de cette relation. Autrement dit ; est ce que c'est le déficit budgétaire qui impacte le compte courant ou l'inverse ? Ce travail se compose de trois points majeurs : elles concernent une présentation des approches théoriques et des vérifications empiriques de l'hypothèse des déficits jumeaux, une analyse des indicateurs des secteurs interne et externe d'Haïti.

Pour exprimer la relation entre le déficit budgétaire et celui du compte courant dans une économie ouverte, nous considérons l'identité de la comptabilité nationale dans une situation d'équilibre macroéconomique suivante : Et Où C est la consommation globale des ménages , I est l'investissement, G sont les dépenses publiques ou dépenses gouvernementales, X est l'exportation, M est l'importation, S est l'épargne et T sont les recettes publiques. Après substitution, l'équation devient : $Y = C+I+G+X-M$ 1.1 1.1 $CA = DB + SI$

Dans cette dernière équation, nous considérons que la balance courante des paiements (CA) est réduite et correspond à la balance commerciale (X-M), DB est le déficit budgétaire (T-G), et que SI est l'écart de entre l'épargne et l'investissement (S-I). D'après l'équation nous exprimons CA par : Où C+I+G représente l'absorption. Dans une économie ouverte, nous pouvons écrire : On considère que l'épargne S est égale à la somme de l'épargne privée Sp et l'épargne publique Sg et que l'investissement I est égal à la somme des investissements privés Ip et des investissements publics Ig (Fidrmuc. J., 2003). D'après cette équation, la balance courante est déterminée par le niveau de l'épargne privée et l'investissement privé et elle est déterminée aussi par le niveau de l'épargne et l'investissement publics. Egalement, on peut conclure que la balance courante est reliée à la balance budgétaire, ce qui est expliqué

par la composition de l'épargne totale, car l'épargne privée est la différence entre le revenu disponible et la consommation finale $S_p = Y - T - C$. Pour l'épargne publique, elle est écrite comme suit : $S_g = T - G$, c'est la différence entre les recettes publiques et les dépenses publiques. Le solde de l'épargne publique représente le déficit budgétaire si T

par la somme du solde financier privé ($S_p - I$) et le solde financier public ($T - G$). Il en résulte que la hausse du déficit budgétaire s'accompagne par la hausse du déficit de la balance courante. Si la balance ($S_p - I$) reste stable durant tout le temps, le changement au niveau de solde budgétaire peut changer le solde de la balance courante d'un montant quasi-identique, ce qui signifie qu'il existe une relation causale entre le secteur public interne et le secteur externe, mais ceci n'est valable que sous l'hypothèse de rationalité du secteur privé, selon laquelle le solde financier ($S_p - I$) est généralement stable et tend vers une valeur constante à long terme (Mansouri. B., 2003). Il en résulte que l'approche comptable de la balance des paiements a des limites parce que même s'il y a une relation comptable entre les trois soldes, cela ne renseigne plus la direction exacte de causalité entre le solde budgétaire et le solde externe. Par exemple, une réduction du déficit budgétaire ne provoque pas toujours une amélioration du solde de la balance courante (Sobrino. C.R., 2013). Il convient d'ajouter aussi que cette approche n'intègre pas dans son analyse les effets de la mobilité de capitaux étrangers, et elle ne prend pas en considération les régimes de change adoptés par les gouvernements.

1.2 Approches théoriques

Plusieurs approches ont expliqué la relation entre les deux déficits. Selon Le modèle du Mundell-Fleming (1963 ; 1962), une augmentation du déficit budgétaire dû à une augmentation des dépenses publiques ou une réduction des impôts entraîne la hausse du revenu et du taux d'intérêt, et par conséquent les importations et l'entrée des capitaux augmentent. Mais l'entrée des capitaux entraîne, à son tour, une demande excédentaire de la monnaie nationale qui cause l'appréciation du taux de change. Du fait de l'augmentation du revenu national, les importations augmentent aussi et cela entraîne la détérioration de la balance courante. Mais compte tenu que cette augmentation engendre également une hausse de l'épargne privée, la réaction du déficit du compte courant au changement du solde budgétaire sera partielle, et le déficit budgétaire sera financé à la fois par l'épargne étrangère et par l'épargne privée. La théorie de l'équivalence ricardienne explique que la relation entre le déficit budgétaire et celui du compte courant n'est pas fortement confirmée. Cette théorie est développée par Barro (1974). Pour lui, sous certaines conditions, les changements au niveau du déficit budgétaire n'a pas d'effet réel sur l'économie. Pour Barro(1989), la politique budgétaire expansionniste, qui s'accompagne par

la hausse du déficit budgétaire, n'affecte pas la demande intérieure, tandis que les dépenses publiques augmentent, les consommateurs intègrent la hausse de la dette publique dans leur calcul et anticipent¹ la hausse prévue des impôts. Donc ils épargnent. Selon l'hypothèse des anticipations rationnelles, Barro (1989) a expliqué la relation entre l'épargne publique et celle privée. Pour lui, la baisse de l'épargne publique est entièrement compensée par la hausse de l'épargne privée, ce qui provoque une épargne en prévision de la future hausse des impôts. Même en cas du déficit budgétaire, l'épargne privée excède les investissements. Par conséquent, le déficit budgétaire n'a pas d'impact sur le compte courant, parce que la hausse du déficit budgétaire est entièrement compensée par l'amélioration du solde (Sp-Ip). Ainsi, la politique budgétaire expansionniste n'influence pas le compte courant, parce que la hausse de l'épargne privée ne nécessite pas d'emprunter à l'étranger.

1.3 Investigations empiriques sur les déficits jumeaux ou cousins :

Les études empiriques sur les déficits jumeaux ont été effectuées à l'aide de diverses méthodes économétriques pour plusieurs pays, et on peut classer ces études selon les résultats obtenus. Une première catégorie des études indique l'existence d'une relation qui va du déficit budgétaire vers le déficit du compte courant. On peut citer les études de : Piersanti(2000), Chinn et Prasad (2003), Altintas et Taban(2011), Kalou et Paleologou(2012), Saeed et Khan (2012). Cependant, Kim et Roubini (2008) ont étudié les effets de la politique budgétaire (représentée par les chocs budgétaires) sur le compte courant et le taux de change réel aux États-Unis pendant la période du régime de change flexible. Contrairement aux prédictions de la plupart des modèles théoriques, leurs résultats suggèrent qu'un choc expansionniste de la politique budgétaire, ou un choc du déficit budgétaire, améliore le compte courant et déprécie le taux de change réel. Aussi, Ratha (2011) a conclu à l'existence des déficits jumeaux à court terme et l'absence de lien entre les deux déficits à long terme. Une deuxième catégorie des études indique une relation inverse qui va du déficit de compte courant vers le déficit budgétaire, on peut citer par exemple : Makin et Narayan (2012) qui ont confirmé cette relation à travers des taux d'intérêt et du taux de change, Sobrino (2013), Khilili et al (2013), Marinheiro (2008). La troisième catégorie des études montre qu'il n'existe aucune relation significative entre les deux déficits. Par exemple, Dewald et Ulam(1990), et Kaufmann et al (2002). Pour le cas particulier du Maroc, les études effectuées sont différentes. Par exemple, Mansouri(2013) a analysé la relation entre le solde budgétaire et le taux de change réel en se basant sur le modèle à équations simultanées. Les résultats montrent qu'une détérioration du solde budgétaire entraîne une appréciation du taux de change réel. Mansouri (2013) a montré aussi, dans une équation structurelle du taux de change réel, que ce dernier dépend des termes de l'échange et

du solde courant de la balance des paiements. L'impact anticipé des termes de l'échange sur le taux de change réel est positif du fait qu'une augmentation des termes de l'échange augmente les revenus du secteur exportateur ainsi que la demande globale domestique, entraînant dès lors une hausse des prix intérieurs et donc une appréciation du taux de change réel. Mansouri(2013) a posé, dans l'estimation de son modèle, comme principale hypothèse, que les déficits budgétaires accrus apprécient indirectement le taux de change réel. La raison renvoie au fait qu'un déficit courant de la balance des paiements, lui-même largement dû à l'accumulation des déficits budgétaires, équivaut à un excès de la demande domestique agrégée qui exerce des pressions à la hausse sur les prix intérieurs, d'où une appréciation du taux de change réel. Benlamine Mokhtar (2015) a vérifié l'hypothèse des déficits jumeaux à travers une exploration des données statistiques s'étalant de 1980 à 2014. Il a précisé l'existence d'une relation de cause à effet unilatérale et retardée au sens de Granger du besoin de financement du Trésor au solde du compte courant. Il a rejeté l'existence d'une causalité instantanée entre les deux déficits. Mossadak (2013), a aussi examiné la relation entre le déficit budgétaire et le déficit du compte courant pour le cas du Maroc en utilisant des données annuelles du 1980 à 2012, il a trouvé une causalité de sens inverse, les deux derniers résultats trouvés pour le cas du Maroc sont expliqués par le choix des données et les techniques quantitatives utilisées.

5.2. Indicateurs su le secteur externe en Haïti

L'économie haïtienne se caractérise par une ouverture de plus en plus accrue vers le marché international. Cette ouverture a été accompagnée par des mutations structurelles des échanges extérieurs. Au cours des dernières années, un certain dynamisme des exportations marocaines est perceptible, mais cette amélioration s'est faite à un rythme plus faible que celui des importations. Cette évolution a été amplifiée par l'avènement de la crise, notamment, dans la zone euro, et l'envolée des prix des matières premières qui ont vite révélé les grandes fragilités des comptes extérieurs, et aussi de la variation du prix à l'importation du pétrole.

Ainsi, le déficit de la balance commerciale s'est aggravé durant la période 2007-2013 pour atteindre 12,85 % du PIB contre 4,58% durant la période 2000-2006. Les importations globales ont, quant à elles, enregistré en moyenne 46,13 % du PIB durant la période 2007-2013, contre 33,60% durant 2000-2006 ce qui influe sur le taux de couverture qui a atteint 54,8% en 2016. En ce qui concerne Le déficit de la balance courante, il est passé de 0,35 en % PIB durant 2000-2006 à 6,26 en % du PIB pendant 2007-2013 pour atteindre 4,17 en

pourcentage du PIB durant la période 2014-2016. La situation du compte courant pour la dernière période est due principalement à l'atténuation du déficit commercial traduisant un net allègement de la facture énergétique et la poursuite de la dynamique à l'export du secteur de l'automobile. Ce dernier secteur représente le premier secteur exportateur depuis 2014 où les exportations enregistrent une hausse de 11,9% soit 5,8 milliards DH en 2016. Pour le cas du secteur interne, les réformes fiscales et budgétaires engagées par le Maroc, se rapportant aussi bien aux recettes qu'aux dépenses de l'Etat et des collectivités locales. Ces réformes ont permis de réduire le déficit budgétaire et son corollaire : le taux d'endettement, notamment extérieur et se sont traduites par des changements importants au niveau des modalités de financement de l'Etat. La situation budgétaire du Maroc s'est détériorée durant les trois périodes comme indiqué sur le tableau ci-dessus. Le déficit est passé de 0,4% du PIB durant la période 2000-2006 à 3,52% du PIB durant 2007-2013 pour atteindre 4,70% du PIB durant 2014-2016. La théorie économique fournit de nombreuses explications sur les interrelations possibles entre le déficit de compte courant, le solde budgétaire, et le taux de change. Cependant, leur validité semble être une question empirique. Nous étudions la nature des relations entre ces variables en employant un certain nombre de techniques économétriques. Tout d'abord, après la présentation des variables de cette étude et leurs propriétés statistiques, nous testons l'état stationnaire des variables en utilisant le test Augmented Dickey Fuller (ADF). Deuxièmement, nous testons la cointégration des variables en utilisant la méthode de Johansen. Ensuite, nous procédons avec la méthode Vector Autoregression (VAR) pour estimer la relation entre les variables d'intérêt. Ce modèle traite toutes les variables sur un pied d'égalité, et il n'y a pas de distinction entre les variables endogènes et exogènes. A partir du modèle VAR, nous dériverons la fonction de réponse impulsionnelle (IRF). Enfin, nous déterminerons les directions de Granger-causalité.

3.1 Description des variables et sources des données : Les sources des variables utilisées dans cette étude sont présentées comme suit :

3.2 Analyse des propriétés statistiques des séries

3.2.1 Analyse de corrélation

L'analyse de la corrélation entre les différentes variables indique l'existence d'une relation positive entre le solde du compte courant et le solde budgétaire (0,62), et aussi le taux de change et le solde du compte courant(0,41), de même entre la balance commerciale et le solde budgétaire (0,62) (voir A1).

3.2.2 Tests de stationnarité (voir A2)

La stationnarité des variables : solde budgétaire (SB), solde du compte courant (SCC) , balance commerciale et l'indice du taux de change (ITCER) a été testée à l'aide du test Augmented Dickey-Fuller (ADF). Le tableau suivant rapporte les résultats qui suggèrent le rejet de l'hypothèse nulle de racine unitaire de

stationnarité pour toutes les variables au niveau. Cependant, toutes les variables étaient stationnaires à leurs premières différences.

Ils suggèrent l'acceptation de l'hypothèse nulle de non cointégration au niveau de 5%. Cela signifie que pour le premier modèle, le solde budgétaire, le compte courant et le taux de change ne sont pas cointégrés et qu'il n'existe pas de combinaison linéaire stationnaire entre les variables. Cependant, nous estimons un modèle VAR et nous analysons la dynamique de chaque variable après un choc de l'autre. (Voir A3).

3.4 Estimation du modèle VAR et réponses impulsionnelles

La fonction des réponses impulsionnelles FRI (Impulse responses function) est une autre façon de vérifier la relation entre les variables étudiées, car elle explique en particulier comment un choc dans l'une de ces variables affecterait la valeur de l'autre variable. Tout d'abord, on estime le modèle VAR qui comprend toutes les variables en première différence, qui aident à estimer les chocs à chaque variable (voir annexes A4, A5 et A6). Sur cette base, la FRI peut être construite. La fonction de réponses impulsionnelles trace l'effet d'un choc unique sur l'une des innovations sur les valeurs actuelles et futures des variables endogènes. La figure suivante montre les réponses de chaque variable aux chocs dans les autres variables incluses dans le modèle.

3.5 Test de causalité : Le compte courant cause le déficit budgétaire au seuil de 5 % (voir A7).

Le test de causalité Granger révèle que l'orientation de la causalité unidirectionnelle passe du compte courant au solde budgétaire et une relation bidirectionnelle entre la balance commerciale et le déficit budgétaire.

5.3. Résultats

Dans ce travail, nous avons considéré les effets d'un choc de dépenses publiques sur le taux de change réel en Haïti. Contrairement à certains résultats obtenus par la littérature empirique récente, les études montrent qu'une hausse des dépenses publiques entraîne une appréciation du taux de change réel et des pressions inflationnistes, ainsi qu'un déficit de la balance commerciale et une baisse de la consommation. Selon le cadre théorique, qu'il s'agisse des modèles de cycle réel ou Keynésiens, l'inflation est supposée augmenter et le taux de change réel s'apprécier en réponse à une hausse des dépenses gouvernementales.

Notre étude tente de clarifier les débats sur l'impact des dépenses publiques sur le taux de change en utilisant une méthode différente d'identification des chocs dans un modèle VAR (vectorial Auto-regressive) structurel.

Enfin, afin de vérifier la cohérence théorique de nos résultats empiriques, nous mettons en place un modèle standard de cycles réel en économie ouverte.

Les indicateurs économiques révèlent des performances négatives dans tous les secteurs, notamment la construction, l'industrie manufacturière et l'agriculture, tandis que les investissements et les exportations nettes demeurent faibles. Les exportations, particulièrement dans le secteur textile, ont chuté, aggravant le déficit du compte courant, lequel s'élevait à 3,5 % du PIB en 2023. Cette même année, la baisse des cours mondiaux des produits alimentaires ainsi que la plus grande disponibilité des produits pétroliers et la stabilisation relative du taux de change ont permis un ralentissement du rythme de l'inflation, à 22,1% en décembre 2023 en glissement annuel. Le déficit public s'accroissait de façon notable à 6,6% du PIB (contre -1,7% en 2022). Les recettes fiscales, bien qu'elles aient connu une forte augmentation de 55% en 2023 par rapport à l'année précédente, sont restées inférieures aux niveaux d'avant la pandémie, en raison des crises sociales, politiques et sécuritaires. Le FMI rappelle que le niveau des recettes fiscales en Haïti reste parmi les plus bas du monde, représentant seulement 5% du PIB.

Le déficit budgétaire et le taux de change d'Haïti entre 2010 et 2023 ont été influencés par une série de facteurs économiques, politiques et sociaux. Les résultats ont permis de voir en détail ces deux aspects au cours de cette période:

1. Le déficit budgétaire d'Haïti (2010-2023)

Le déficit budgétaire est la différence entre les dépenses publiques et Les recettes publiques du gouvernement. Un déficit survient lorsque les dépenses dépassent les recettes, obligeant le gouvernement à emprunter pour financer l'écart.

2. contexte général

a) 2010-2011: Après le séisme dévastateur de Janvier 2010, Haïti a connu une augmentation significative de l'aide internationale, ce qui a permis au gouvernement de financer une grande partie des dépenses de reconstruction. Toutefois, ces financements n'ont pas suffi à combler les besoins budgétaires à long terme Le déficit budgétaire est resté élevé en raison de la faiblesse de la de la collecte des recettes fiscales et de l'inefficacité de l'administration Publique.

b) 2011-2015

Les déficits budgétaires ont continué d'être un problème majeur. Le pays faisait face à une faible mobilisation des ressources internes, à une infrastructure fiscale fragile et à des dépenses publiques élevées, notamment pour la reconstruction post-sismiques et le soutien aux programmes sociaux. Haïti n'a pas été en mesure de réduire de manière significative son déficit, et la dépendance à l'aide internationale était toujours présente.

c)2025-2020: Le pays a connu des turbulences politiques et économiques, avec des changements de gouvernements fréquents et des protestations populaires contre la corruption et la mauvaise gestion. Le déficit budgétaire a continué à être une préoccupation, avec des dépenses publiques qui augmentaient chaque année, notamment pour financer les salaires du secteur public et des projets d'infrastructure.

d) De 2020-2023: La crise sanitaire du Covid 19 a aggravé la situation économique du pays. Les recettes fiscales ont chuté en raison de la fermeture d'entreprise et de la baisse de l'activité économique. En outre, la situation politique c'est détériorée avec une instabilité croissante, exacerbée par l'assassinat du Président Jovenel MOISE en 2021. En conséquence, les déficits budgétaires ont continué à se creuser, et Haïti a été confronté à des difficultés de financement, recourant à des emprunts et une aide extérieure pour combler les écarts.

En résumé, Haïti a maintenu un déficit budgétaire élevé pendant la période de 2010 à 2023, en raison de cette difficulté à collecter des recettes fiscales, d'une gestion publique inefficace, de dépenses publiques élevées et d'une instabilité politique récurrente.

2. Taux de change d'Haïti de 2010 à 2023.

Le taux de change fait référence à la valeur de la monnaie d'un pays par rapport à une autre devise, dans ce cas la gourde haïtienne (HTG) par rapport au dollar américain(USD).L'Haïti a longtemps été dépendant de l'importation de biens et services, ce qui a exercé une pression sur le taux de change.

a)2010 à 2015

Après le séisme de 2010, la gourde a connu une pression à la baisse par rapport au dollar américain, notamment en raison de l'instabilité économique et politique du pays. La Banque de la République d'Haïti (BRH) a maintenu une politique de taux de change relativement fixe pendant cette période, en utilisant des réserves de devises pour stabiliser la gourde.

En 2011, le taux de change était d'environ 40 gourdes pour un dollar américain. Cependant, cette période a été marquée par une instabilité des réserves de change, ce qui a entraîné une dépréciation progressive de la gourde par rapport au Dollar.

b) De 2016 à 2020:

À partir de 2016, la gourde a continué de se déprécier de manière plus significative par rapport au dollar atteignant des niveaux plus élevés. En 2019, le taux de change était environ 70 gourdes pour un dollar.

L'instabilité politique, la faible production locale, l'inflation et la dépendance aux importations ont contribué à cette dépréciation. La BRH a tenté de maintenir une politique de contrôle du taux de change, mais elle a été confrontée à de nombreuses difficultés pour stabiliser la gourde face à des pressions extérieures et internes.

c) De 2020 à 2023:

Crise économique et politique: La situation encore empirée après 2020, en grande partie à cause de la Crise politique, l'instabilité sociale et de la pandémie de Covid 19. La dépréciation de la gourde s'est accélérée pendant cette période. En 2021 à 2022, le taux de change a continué de se détériorer, atteignant des niveaux où 1 USD valait 100 gourdes et plus. Cette dépréciation a eu des effets négatifs sur l'économie, notamment sur l'inflation, le Pouvoir d'achat de la population, et la capacité d'importation des biens essentiels.

En 2023, le taux de change a continué d'évoluer autour de 120 gourdes pour un dollar américain, bien que des fluctuations importantes aient persisté. Le taux de change parallèle (marché noir) est souvent plus élevé que celui officiel, illustrant la confiance limitée dans la politique monétaire et les déficits économiques du pays.

d) Facteurs influençant le déficit budgétaire et le taux de change en Haïti:

1) instabilité politique et sociale: les changements fréquents de gouvernements, les manifestations populaires et l'instabilité ont créé un climat d'incertitude, ce qui a affecté la gestion budgétaire et la confiance dans la gourde.

2) Dépendance aux importations: Haïti dépend largement des importations pour ses besoins alimentaires, énergétiques et autres biens de consommation, ce qui exerce une pression sur le taux de change et contribue aux déficits de la balance des Paiements.

3) Inflation: L'inflation a été une caractéristique de l'économie haïtienne, exacerbée par la dépréciation de la gourde, ce qui a augmenté les coûts des produits importés et contribué à l'augmentation du déficit budgétaire.

4) Aide internationale: L'aide extérieure a été un soutien important pour le budget de l'Etat, mais elle a souvent été insuffisante pour résoudre les problèmes structurels du pays.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Entre 2010 et 2023, Haïti a connu une pression constante sur son déficit budgétaire et sur le taux de change. Le déficit budgétaire est resté élevé en raison de la faible collecte des recettes fiscales, des dépenses publiques élevées, et de l'instabilité politique. Le taux de change de la gourde a progressivement chuté par rapport au dollar américain, passant de 40 gourdes pour un dollar en 2010 à des niveaux proches de 120 gourdes pour un dollar américain en 2023. Cette situation a été exacerbée par des crises politiques, des événements mondiaux (comme la pandémie de Covid 19), et des difficultés économiques structurelles. La situation économique d'Haïti reste fragile et nécessite des réformes substantielles pour stabiliser la monnaie, réduire le déficit budgétaire, et renforcer la résilience économique.

Enfin, le travail a estimé le modèle VAR en utilisant des séries temporelles de la période 2010-2023. L'analyse statistique des indicateurs du secteur externe et l'étude de la causalité montre que la détérioration de la balance commerciale a un effet positif et direct sur le solde du compte courant. Les résultats de l'étude empirique de la relation entre les déficits de la balance courante ou le solde du compte courant et les déficits budgétaires avec le taux de change effectif réel ont montré qu'il y a corrélation positive entre le solde du compte courant et le solde budgétaire, et que le premier cause le deuxième, ce qui est connu par déficits cousins. Aussi, l'analyse des fonctions d'impulsionnelle a indiqué que le solde du compte courant réagit positivement au choc du taux de change, et le solde budgétaire réagit négativement mais l'effet dans ce sens est faible. Par contre l'effet du choc du déficit budgétaire sur le taux de change est positif, ce qui explique que l'augmentation du déficit budgétaire est accompagnée par une appréciation du taux de change.

Le bilan humain direct du séisme de 12 Janvier 2010 en Haïti s'est élevé à 2 246 morts, 12 763 blessés et 329 disparus dans les trois départements de la péninsule Sud. En termes d'infrastructures, 54 000 maisons ont été détruites tandis que 83 770 autres bâtiments ont été endommagés, notamment des écoles, des établissements de santé et des bâtiments publics.

Malgré quelques signes de progrès, Haïti continue de faire face à d'importants défis sécuritaires. Selon le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, au moins 3 661 personnes ont été tuées entre janvier et juin 2024. Alors que la crise sécuritaire perdure dans le pays, 5,4 millions d'Haïtiens luttent quotidiennement pour trouver de quoi manger et les activités des gangs ont déplacé plus de 700 000 personnes.

Sur le plan du développement humain, Haïti compte actuellement 34 896 cas confirmés de choléra au 20 juin 2024. Les améliorations du capital humain stagnent et, dans certains cas, se détériorent. La mortalité infantile et maternelle reste à des niveaux élevés et la couverture des mesures de prévention stagne ou diminue, en particulier pour les ménages les plus pauvres.

Selon l'Indice du capital humain 2020, un enfant né aujourd'hui en Haïti ne sera productif qu'à 45 % de ce qu'il aurait pu être s'il avait bénéficié d'un accès complet à une éducation et à des soins de santé de qualité. Plus d'un cinquième des enfants risquent de souffrir de limitations cognitives et physiques, et seulement 78 % des jeunes de 15 ans survivront jusqu'à 60 ans.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- Arroux J. (1991), Croissance et fluctuation, macroéconomie de longue date : Paris, Dalloz.
- Barro R.J. (1991), Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study, Cambridge.
- Bensidoun L et Boone L. (2012), L'économie mondiale 1999, Paris : Editions la découverte.
- Bourbonnais R. (2011), Econométrie, Paris : Dunod et Dupli-print.
- Brasseul J. (1989), Introduction à l'économie du développement, Paris : Editions Armand Colin.
- Deshommes F. (2005), Politique Economique en Haïti, Rétrospectives et perspectives, Port-au-Prince : Editions Cahiers Universitaires.
- Dominic R. (1994), Economie globale : les principes fondamentaux, Québec.
- Gaffard J.L. (2011), la croissance économique, Paris : Editions Armand Colin.
- Gregory N. Mankiw (2009), Macroéconomie, Bruxelles : Editions de Boeck Université S.A.
- Jones I.C (2000), Théories de la croissance endogène, Bruxelles : Editions de Boeck Université S.A.
- Mankiw N.G, Taylor M.P. (2010), Principes de l'économie, Bruxelles : Editions de Boeck.
- Piriou J.P., Denis C. (2007), Lexique des sciences économiques et sociales, Paris : Editions la découverte.
- Stiglitz J.E et all (2007), Principes d'économie au moderne, Bruxelles : Editions de Boeck.

Articles électroniques et sites consultés

- CECALC (2007), Haïti, évolution économique de l'année 2006 et perspective pour 2007.
- Combey A., MallyKomla (2010), Impact du pacte de convergence, de stabilité et de croissance sur la sauvegarde réelle dans l'UEMOA no 24408, URL : <http://ideas.repec.org/pco482.html>. Consulté le 27 janvier 2013.

Denis Clerc (2001), la croissance au Nord, no 050. URL //: [http : alternativeseconomiques.fr/la-croissance-au-nord fr art 34 3189 .html](http://alternativeseconomiques.fr/la-croissance-au-nord-fr-art-34-3189.html). Consulté le 13 aout 2013.

Diemer A., Economie générale, la croissance économique page 95-140. URL : [http//www.banque-pdf.fr/fr cours-de-nr-diemer-economie-generale,html](http://www.banque-pdf.fr/fr-cours-de-nr-diemer-economie-generale.html)

Michael Keith Anyadike-Danes(1985),déficit budgétaire, solde extérieur et politique macroéconomique:un modèle simple appliquée à la France.no11.P 1-23:[http//www.ofce.science-po.fr](http://www.ofce.science-po.fr)

Direction Contrôle de crédit-BRH, URL : <http://www.brh.net/recettesetdepensestotales.pdf>